

Drames de Toulouse et Montauban

Assez de démagogie sécuritaire !



Paris, le 27 mars. Claude Guéant applaudit le discours de Sarkozy au Palais de l'Élysée proclamé après l'intervention du Raid à Toulouse. (REUTERS/KENZO TRIBOUILLARD/POOL)

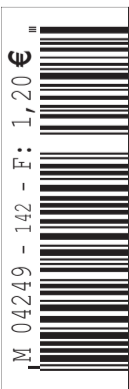
Les récents drames de Toulouse et Montauban poussent à s'interroger sur le contexte politique, social et idéologique qui peut conduire des individus à basculer dans la haine meurtrière.

Les meurtres perpétrés à Toulouse et Montauban suscitent une légitime indignation. Rien ne saurait justifier ces actes, et rien ne saurait excuser le geste de Mohamed Merah. Mais doit-on cependant prétendre, comme l'a fait Nicolas Sarkozy, que ces crimes seraient « inexplicables » ? Car Mohamed Merah n'est malheureusement pas le premier à passer à l'acte. Le 22 juillet dernier, Anders Breivik assassinait 77 personnes à Oslo par haine « du marxisme et de l'islam ». Le 13 décembre, à Florence, Gianluca Casseri, militant d'extrême

droite, ouvrait le feu sur des vendeurs ambulants sénégalais : deux morts, trois blessés graves. Fin 2011, une cellule néonazie, coupable de neuf meurtres racistes, était démantelée en Allemagne... Une liste qui témoigne du fait que la rhétorique du « choc des civilisations » n'a pas fini de faire des dégâts. Des individus s'insèrent dans cette vision du monde, et décident de reproduire sur le continent européen, à une plus petite échelle mais avec autant de violence, les « guerres de civilisation » menées contre l'Afghanistan et l'Irak.

Le 27 août 2007, lors de son premier discours de politique étrangère, Sarkozy évoquait le risque « [d'une] confrontation entre l'islam et l'Occident ». Depuis cinq ans, sa politique, à l'étranger comme à l'intérieur, a démontré que ces propos n'étaient pas un dérapage. Les droites et les extrêmes droites européennes ont fait de la stigmatisation de l'autre, et notamment de l'islam et des musulmans, un fonds de commerce : Sarkozy et ses sbires, au premier rang desquels le sinistre Claude Guéant, ont largement participé de ce mouvement. Cette rhétorique agressive a été

SUITE PAGE 2



REGARDS

Logement, l'urgence sociale

Page 2



CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE

Espagne, le printemps de Valence

Page 9

Agenda

29 mars, ciné-débat, Mantes-la-Jolie.

Projection-débat de *Tous au Larzac* de Christian Rouaud, organisé par Attac 78Nord, la Biocoop du Mantois et cinéma Le Chaplin. Le film sera suivi d'un débat avec Gilles Lemaire d'Attac France et ancien des comités Larzac, et Philippe Cacciabue, gérant de la foncière Terre de Liens.
RV à 20h30 au cinéma Le Chaplin, place Mendès-France, Mantes-la-Jolie. Entrée : 4 euros.

29 mars, action Sécu, Paris.

Journée de mobilisation «*Reconquête de la Sécu et pour un grand service public de la santé et de l'action sociale*». RV à 10h30 devant le Sénat.

29 mars, réunion publique, archives nationales, Paris.

Réunion publique «*Non à la Maison de l'identité nationale !*» à l'appel de l'intersyndicale CFTD-CFTC-CGT Archives de France. RV à 20 heures, Bourse du travail, salle Ambroise-Croizat, 3, rue du Château-d'Eau, Paris. (M° République).

31 mars, rassemblement RESF, Paris.

Journée nationale de mobilisation en soutien aux familles sans papiers «*La loi doit changer, régularisation !*» RV à 14h30, fontaine Saint-Michel.

31 mars, rassemblement IVG, Tenon.

Rassemblement contre les intégristes anti-IVG qui comptent manifester pour la 7^e fois devant l'hôpital. RV à 10 heures devant l'hôpital.

31 mars, Printemps des quartiers, Bagnolet.

Assemblée publique «*Printemps des quartiers*». RV à 18 heures, gymnase Jean-Renault, Bagnolet.

31 mars, manif gaz de schiste, Toulouse.

Après le déblocage de plusieurs demandes de permis de recherche de gaz de schiste, manif d'opposition aux gaz de schiste à Toulouse. RV de 15 à 18 heures au monument aux morts (Arc de Triomphe), allée François-Verdier, Toulouse.

2 avril, réunion publique NPA, Cachan.

Le comité NPA du campus de Cachan organise une réunion publique. RV à 18 heures, salle Condorcet, bâtiment d'Alembert, sur le campus de l'ENS, 61 avenue du Président-Wilson, Cachan.

5 avril, projection-débat, Les Mureaux.

Projection du film *Squat, la ville est à nous !*, de Christophe Coello, suivi d'un débat avec Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole national du DAL, et Jean Lubin du DAL 78. RV à 20h15 au cinéma Frédéric-Dard des Mureaux. Entrée 5,50 euros.

7 avril, Forum social antifasciste, Saint-Denis.

Premier Forum social antifasciste, avec débats, ateliers, concerts, spectacle. RV de 14 à 21h30, Bourse du travail de Saint-Denis.

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



Assez de démagogie sécuritaire !

SUITE DE LA PAGE 1

accompagnée de mesures législatives (interdiction des minarets en Suisse, de la burqa en France, etc.) et a contribué à la libération de la parole raciste et des haines diverses, ainsi qu'à l'accroissement des frustrations et des rancœurs.

La lâcheté, voire la complicité de la gauche institutionnelle, et les conséquences de la crise économique ont favorisé le développement de ce discours de stigmatisation. En désignant des boucs émissaires et en flattant les préjugés xénophobes, droite et extrême droite veulent encourager les divisions au sein du camp des victimes de la crise et empêcher que leur colère ne s'exprime contre les vrais coupables. Lors de son discours à Villepinte, Sarkozy dénonçait ainsi «*l'étranger qui vient en France pour le seul attrait de nos prestations sociales et qui ne respecte pas la France*». Et de répéter en boucle ces dernières semaines : «*comment demander des sacrifices aux Français si pendant ce temps les immigrés continuent d'entrer sur le*

territoire avec comme seul objectif de bénéficier de prestations sociales ?»

À cette stigmatisation se sont ajoutés le renforcement de l'arsenal sécuritaire, souvent au nom de la «*lutte contre le terrorisme*», la banalisation des violences policières, qu'elles soient verbales ou physiques, et une gestion de plus en plus répressive des conflits sociaux. Ce climat de peur, de haine et de violence a progressivement pénétré de plus en plus de sphères de la société. Les terribles dégâts de la crise et la violence sociale généralisée ont approfondi ce phénomène, typique des périodes de crise économique majeure.

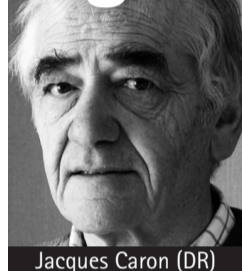
Nous l'avons dit : rien ne saurait excuser les récents meurtres. Mais ils s'inscrivent bien dans un contexte social et politique, ce qui rend d'autant plus insupportables les hypocrites appels à «*l'union nationale*», au «*front républicain antiraciste*» ou à la défense des «*valeurs de la France*», a fortiori lorsqu'ils viennent de ceux qui sont responsables

de la diffusion de cette culture de haine et de violence. L'instrumentalisation du drame, avec la stigmatisation accrue de l'islam ou la consolidation de dispositifs liberticides (à l'image des premières mesures annoncées par Sarkozy) n'est pas seulement révoltante : elle est dangereuse. Il ne s'agit en effet ni plus ni moins que de renforcer les logiques qui ont déjà conduit certains individus influençables et probablement désaxés à passer à l'acte.

Des sociétés où dominant haine, stigmatisation et violence, engendrent des Mohamed Merah et des Anders Breivik. Pour ne plus vivre de tels drames, il s'agit donc d'en finir avec les politiques qui créent les conditions de ces drames. L'urgence est donc au refus des logiques de divisions artificielles et de fausses unions, en amplifiant le combat antiraciste et anticapitaliste, et en s'en prenant aux véritables fauteurs de guerre, de misère et de haine.

Julien Salingue

regards



Jacques Caron (DR)

Propos recueillis par Jacques-Louis Perez

LOGEMENT L'urgence sociale

Militant associatif à la Confédération nationale du logement, maire-adjoint de Roland Plaisance (PCF) à Évreux jusqu'en 2002, Jacques Caron s'est battu contre la destruction des logements sociaux dans le quartier populaire de la Madeleine, combat raconté dans son livre Quartiers brisés, habitants spoliés¹. Aujourd'hui, un collectif unitaire Urgence logement mène la lutte pour le droit au logement à Évreux.

10 millions de personnes subissent la crise du logement, selon la fondation Abbé Pierre, et 3,6 millions d'entre elles sont très mal logées. Quel est l'état du logement social à Évreux après les destructions de l'ANRU ?
À Évreux et dans l'Eure, le logement social est cher. La population est très pauvre : un revenu de 7 200 euros par an et par unité de consommation dans le quartier de la Madeleine d'Évreux, soit le tiers du revenu moyen national. L'accès au logement, même social, est pratiquement interdit aux personnes à faibles ressources. Les grands logements ayant été détruits en priorité, le surpeuplement reste fréquent, malgré 1 800 logements vacants dont près de 400 logements sociaux. Tous les indicateurs montrent une situation aggravée.

Quelles sont les responsabilités des élus locaux, Debré (droite) depuis 2002, puis Champredon (gauche) depuis 2008 ?

Debré, puis Nicolas et Champredon ont fait croire que détruire les immeubles ferait disparaître la misère. Au contraire, elle s'est concentrée dans les immeubles restants, 70% des locataires chassés ayant été relégués dans le même quartier.

Et la responsabilité des bailleurs sociaux ?

Les bailleurs ont négligé la gestion locative et celle des charges. De nombreux locataires insatisfaits demandent à changer d'habitat.

Dans ton livre, tu parles d'une spoliation des locataires du logement social : comment s'opère-t-elle et au profit de qui ?

Les locataires contribuent à financer le logement par les loyers. La destruction les prive de son patrimoine collectif et d'un juste retour de sa cotisation au financement du 1% logement. Aujourd'hui, «*Action logement*» sert d'abord à payer les destructions et non la construction ou l'aménagement. Plus pervers encore : l'obligation faite aux organismes de logement de remettre gratuitement la moitié des terrains libérés par la démolition à la Foncière Logement pour la promotion privée est une véritable escroquerie. C'est pour la dénoncer que j'ai édité mon livre car elle concerne les 500 quartiers ANRU de France.

La dette du logement social était estimée à 89,5 milliards d'euros fin 2008. N'y a-t-il pas là encore une grosse part de dette illégitime ?

La prise en otage par les financiers d'un secteur non marchand, le logement social, est illégitime. Dans certains organismes de logements sociaux, la moitié du loyer revient aux banquiers. L'équilibre financier des constructions n'est réalisé que grâce aux logements anciens occupés par les populations les plus pauvres qui paient pour les logements auxquels ils n'auront jamais accès. Ces pratiques inversent donc la solidarité, obligeant les plus pauvres à payer pour les moins défavorisés. Si l'équilibre coût du logement/loyer était respecté, les loyers des programmes anciens pourraient baisser d'un tiers.

À Évreux, de nouvelles destructions de logements ont été décidées par le maire Champredon : quelles conséquences aura cette liquidation du patrimoine de la ville ?

La décision d'ajouter 92 logements aux 1 050 logements sociaux détruits depuis dix ans, rend plus difficile la question du logement. Le projet porte sur deux immeubles avec ascenseurs aux normes,

aux plus faibles loyers de l'agglomération, dans un quartier bien doté en transports en commun, avec un réseau de chaleur aux énergies biomasses. Presque un écoquartier ! On peut encore agir. Le collectif Urgence logement a fait plusieurs propositions.

Le blocage des loyers et charges, l'interdiction des expulsions sont d'actualité. Mais que penses-tu de l'application du droit de réquisition des logements vides ?

Je crois à l'usage d'une bonne fiscalité, et à un bon usage des aides au logement. Pourquoi exonérer systématiquement un logement vacant de la taxe d'habitation ? Pourquoi retirer automatiquement l'APL à une personne vivant avec les ressources minimales ne pouvant même pas payer la part qui lui incombe ?

Es-tu favorable au projet d'un grand service public décentralisé du logement social, comme le proposent le NPA ainsi que le PG et le PCF ?

Oui, s'il s'agit : d'un service permettant de mobiliser les quelque 2 millions de logements vacants ; d'établir une justice fiscale dans l'habitat ; si l'aide au logement sert à loger et non à la solvabilité des emprunts ; si ce service public se soucie de rapprocher le domicile du travail, aide à la maîtrise énergétique et la gestion de proximité. Non, s'il s'agit de renforcer le rôle de la Caisse des dépôts, ou celui du collecteur du 1%, tous deux s'étant largement discrédités ces 20 dernières années en mettant leur puissance au service des banques, rassurées par la garantie des collectivités locales et au profit des seuls grands groupes du bâtiment, comme dans les ANRU, au lieu de conserver de bons logements.

1. *Quartiers brisés, habitants spoliés, l'arnaque de la rénovation urbaine*, Jacques Caron, Éditions Non lieu, 15 euros



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Les Portugais ne se résignent pas

La grève générale du 22 mars au Portugal a renforcé la lutte contre la Troïka et le gouvernement de droite PSD-CDS.

Le 22 mars, les ouvriers portugais ont été appelés à la première grève générale de l'année. Contrairement à la dernière, en novembre dernier, la grève n'a été appelée que par la centrale syndicale CGTP, l'UGT ayant cette fois choisi de ne pas la soutenir. La direction de l'UGT a ainsi signé un accord avec le gouvernement de droite (PSD/CDS) et le patronat, qui a mis en place de nouvelles attaques contre les salaires et les droits sociaux. En désaccord avec cette orientation, près de vingt syndicats affiliés à l'UGT ont quand même appelé à participer à la grève.

Depuis l'appel à la grève, deux mois après le congrès de la CGTP (durant lequel le secrétaire général a été remplacé après 25 ans de leadership), le gouvernement et les médias ont tout fait pour minimiser la grève, la désignant comme une action symbolique pour affirmer le nouveau leader tout récemment élu. Mais ses effets ont été bien réels et se sont fait ressentir surtout dans le secteur portuaire et dans les transports des grandes villes. Dans les autres secteurs, l'adhésion n'a pas été aussi forte que lors de la journée d'action de novembre, mais elle a été suffisante pour paralyser plusieurs usines et services publics. Le 22 mars a été marqué par plus de 30 manifestations dans tout le pays et par la violence de la police – les images ont fait le tour du monde – contre les manifestants et journalistes dans le centre de Lisbonne. La même violence avait été enregistrée pendant la grève de novembre, des images des manifestants battus par la police ont été diffusées par les télévisions. Mais quatre mois plus tard, on n'a toujours pas le résultat de



«l'enquête urgente» promise par le gouvernement.

Une austérité grandissante

Avec le plus grand taux de chômage jamais vu, plus de 2 millions de Portugais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les coupes budgétaires affectent aussi les aides sociales, augmentant encore les difficultés des ménages. La grande majorité des chômeurs n'ont simplement pas accès aux aides et avec l'augmentation du chômage de longue durée la situation va s'aggraver. Dans les services publics, la situation n'est pas meilleure. Dans les hôpitaux, on dénonce déjà le manque de matériel de base et le pic anormal de mortalité en février qui ne pourra

être expliqué simplement par la grippe et le froid. L'autre raison est que le gouvernement a introduit de nouvelles barrières à l'accès à la santé publique, comme l'augmentation des taxes – il y a quelques jours on a appris qu'un chômeur de 60 ans s'était vu demander 160 euros pour une biopsie de la prostate dans un hôpital public – ou la fin de la participation au transport pour les consultations, qui laissent sans moyen pour se déplacer beaucoup de personnes âgées pauvres vivant à des dizaines de kilomètres de l'hôpital.

À mesure que les effets des coupes s'intensifient et qu'augmente la spéculation sur l'imminence d'un futur prêt de la Troïka avec des taux d'intérêt prohibitifs, ce qui

alourdira encore plus la dette et l'austérité, la conscience que ce cercle vicieux d'appauvrissement n'arrange pas les choses, gagne de plus en plus de monde. Le Premier ministre ne peut plus sortir dans les rues sans être hué et le président de la République a déjà été obligé de fuir les manifestations. Mais il manque encore la perspective de donner une expression politique à ce mécontentement et de mobiliser sur une alternative. Cette grève générale a été un pas de plus dans cette direction.

Jorge Costa et Luis Branco
(Traduction : Lili Gonçalves)



Par Yvan Lemaitre

L'écran de fumée du sécuritaire

La campagne présidentielle a pris, le week-end dernier, un tournant délétère et nauséabond. L'instrumentalisation par Sarkozy des drames de Montauban et Toulouse à des fins électorales et politiciennes, sa volonté de dévoyer la légitime émotion de la population sur le terrain sécuritaire, sur celui du nationalisme et de la xénophobie envenimant le climat politique. Invoquant la lutte contre le terrorisme, il voudrait restreindre les libertés. Au nom de l'union nationale, il voudrait étouffer le mécontentement social et faire oublier son sinistre bilan, la montée continue du chômage en attisant les inquiétudes et les peurs. Marine Le Pen est la première à profiter de ce climat pour distiller sa haine contre les immigrés, le racisme. Elle prétend, elle dont les liens avec des forces ouvertement fascistes sont de notoriété publique, partir en guerre contre le fascisme vert au nom de la chrétienté ! La droite et l'extrême droite flattent les obscurantismes réactionnaires, cherchent à diviser celles et ceux qui sont victimes de la politique des classes dominantes qui ont conduit à la crise.

Malheureusement, Hollande se laisse prendre au piège du défi de Sarkozy et entraîne sur ce terrain des surenchères sécuritaires. S'il conteste les dernières mesures législatives de Sarkozy c'est pour insister sur «le renforcement des moyens». Plus de lois sécuritaires ou plus de police, la réponse n'est pas là. C'est au cœur du problème qu'il faut s'en prendre, à l'insécurité, à la régression sociale, au chômage et à la précarité qui secrètent la misère, la pauvreté. À l'origine de la violence, il y a la violence sociale quotidienne qui délète les relations sociales, secrète les frustrations, le désespoir et les peurs. C'est elle qui exacerbe les tensions au point que bien des personnes au sein même des quartiers populaires ne voient d'issue que dans la police. Pourtant il n'y aura pas d'issue sans créer les conditions d'une vie sociale démocratique en mettant fin à cette violence sociale. En mettant fin aussi à la violence des guerres qui ravagent le monde en particulier contre les peuples afghan ou palestinien. Les surenchères sécuritaires et répressives ne régleront rien.

La construction de la mobilisation se poursuit à PSA Aulnay

Après le succès de la manifestation du samedi 18 février, qui a réuni près de 2 000 personnes dans les rues d'Aulnay-sous-Bois contre le plan de fermeture de l'usine en 2013 – voire avant –, la mobilisation se poursuit, non sans difficulté. En effet l'intersyndicale qui rassemblait tous les syndicats du site (CGT-SIA-CFDT-SUD-CFTC-FO) s'est réduite à la CGT, la CFDT et SIA (syndicat hérité de la CSL mais majoritaire dans l'entreprise). SUD, de façon incompréhensible, ne participe pas au cadre unitaire, prenant le risque d'affaiblir la riposte des salariés. Cependant, la ténacité des équipes militantes a réussi à mobiliser la semaine dernière. Jeudi 22 mars d'abord. La CGT Île-de-France appelait à un meeting sur la

politique industrielle, devant l'usine d'Aulnay avec Bernard Thibault et des représentants de boîtes en lutte contre les suppressions d'emploi, et il n'en manque pas. Un petit millier de syndicalistes et de salariéEs de PSA y ont participé. On était loin des 5 000 que la CGT comptait rassembler et il faudrait s'interroger sur les raisons de ce décalage, mais pour les salariéEs de PSA cela a permis de faire parler de leur mobilisation et de préparer celle du lendemain.

Le 18 février, le délégué CGT avait prévenu que s'ils n'avaient pas de réponse à la lettre adressée à Sarkozy, les ouvriers iraient la chercher à l'Élysée. Puis avec l'exemple des Arcelor-Mittal de Florange, l'idée s'était imposée d'aller au QG de campagne de Sarkozy. Ce qui

a soudainement accéléré la réactivité (au bout d'un mois) du gouvernement qui a proposé à l'intersyndicale de la recevoir vendredi 23 mars au ministère de l'Industrie. Environ 350 salariéEs ont donc débrayé vendredi matin pour venir appuyer la délégation à Bercy. Le mandat donné était d'obtenir l'engagement du gouvernement à organiser une réunion tripartite : PSA, l'État et les représentantEs des salariéEs mobiliséEs. Le débrayage a été payant, puisque les salariéEs sont repartis avec la promesse de cette réunion avant le 6 avril. Mais il est clair pour touTEs, comme l'a assuré le délégué du SIA que «s'il n'y a rien le 6 avril, c'est au QG de Sarkozy qu'on ira demander des comptes».

Correspondant



Aulnay, le 22 mars. Rassemblement à l'appel de la CGT Île-de-France devant l'usine Peugeot Citroën. (Photothèque Rouge/JMB)

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Suspension de campagne : l'hypocrisie

Les drames de Toulouse et Montauban donne à la campagne un coup de barre à droite. L'élection de 2012, dix ans après, trouve bien des points de ressemblance avec 2002.

L'émotion suscitée par l'horrible événement à Toulouse, détournée vers le terrain nationaliste et réactionnaire, est le terreau de la droite et de l'extrême droite. C'est Nicolas Sarkozy, candidat-président, qui donne le « la ». Pour commencer, il y eu la suspension de la campagne imposée aussi médiatiquement par le CSA. Une « pause » qui permet de ne plus compter le temps de parole et qui a supprimé un nombre incroyable d'émissions politiques. Nicolas Sarkozy peut alors reprendre le costume d'omniprésident sans compte à rendre et sans permettre aux autres candidats de pouvoir y répondre. Cette suspension de campagne est un événement unique, sans comparaison dans l'histoire de la V^e. Des émissions comme « la Voix est libre » de France 3 se retrouvent tout simplement supprimées jusqu'à la fin de la campagne. La plupart des passages médias de Philippe Poutou et de nos porte-parole l'ont été également. La plupart des prétendantEs se pressent à Toulouse et participent à toutes les manifestations dites d'« union nationale ». De la marche de mardi soir à la cérémonie pour les militaires assassinés, trop peu de candidatEs pointent la responsabilité des discours xénophobes et racistes des gouvernements passés et actuel qui exacerbent les tensions. Hollande, lui, hésite, et l'UMP, largement reprise par les médias, remet en avant « l'angélisme » de la gauche sur les questions de sécurité. Des émigrés à la police, François Hollande fait un pas en avant, en arrière, prenant une position beaucoup moins claire que le centriste Bayrou qui n'hésite pas à taper sur la politique xénophobe du gouvernement. Ce qui ne l'empêchera pas de se rendre à toutes les cérémonies car il s'agit d'incarner la « fonction régalienn ». Mélenchon, après la prise de la Bastille et sa montée dans les sondages qui le place en « troisième homme » de l'élection, met en garde contre la récupération, refuse lui aussi d'interrompre ses meetings mais malgré tout se range derrière les manifestations d'union nationale de Paris à Toulouse. Eva Joly dont nous avions apprécié la déclaration sur le défilé militaire du 14 juillet, s'est rendu aux obsèques des militaires, comme Nicolas Dupont-Aignan, Hollande, Le Pen. L'union nationale impose le cadre républicain et sécuritaire et vise à nier toute responsabilité de celles et ceux qui attisent les haines depuis des années.

Lors de son dernier meeting, Marine Le Pen, rétrogradée dans les sondages, a évoqué une quinzaine de fois le nom de Merah et tourné son discours uniquement sur l'après-Toulouse. Parlant de « fascisme vert » à propos de l'islam, remettant la question de la peine de mort sur la table, et dénonçant à propos des banlieues « des zones de non-droit où il n'y a que deux lois : la drogue et l'islamisme radical », les thématiques haineuses du FN peuvent trouver un écho en dévoyant la légitime émotion de la population. Quoi de plus naturel de traiter alors SOS Racisme, Bayrou et le FdG de salauds ! Louis Alliot sur France Inter n'a plus qu'à se cacher derrière l'édito du Figaro pour justifier sa politique : Mohammed Merah est un tueur islamiste comme le titrait le journal de droite, les Guéant et Le Pen n'ont plus qu'à jouer leur sinistre musique. Le débat ne fait que commencer et le PS qui n'a jamais fait de bilan franc de son éjection du premier tour de 2002 pourrait vite se faire bousculer par une campagne où la sécurité, thème jusque-là rejeté, aura réussi à s'imposer pour détourner ainsi les regards de la crise, l'augmentation « modeste » du chômage, la santé et le logement. Pour les travailleurEs et les classes populaires, cette campagne est un piège mortel. L'heure est à la contre-attaque pour dénoncer les manipulations de la droite et de l'extrême droite, pour défendre une autre politique, et opposer à ce débat nauséabond le partage des richesses, la démocratie comme unique réponse à la crise, aux crises.

Thibault Blondin

Philippe en soutien aux salariéEs en lutte

À Valence, 150 personnes sont venues échanger avec Philippe Poutou, qui a également rencontré les salariéEs en lutte de SwissTex.

Mardi 20 mars, à Valence (Drôme), où la gauche radicale est quasi absente hormis le NPA, cette réunion publique qui a attiré de nombreux jeunes, des salariéEs en lutte et des animateurs de nombreuses associations, est le signe qu'une gauche sans illusions sur la future politique d'un gouvernement PS et de ses alliés déjà déclarés (EÉLV), ou vraisemblables (le Front de Gauche) est bien présente sur tous les terrains de lutte en Drôme-Ardèche. Avant le début de la réunion, une minute de silence a été observée en solidarité avec les victimes des crimes commis à Toulouse le matin même, et le meeting fut placé sous le thème de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Avant l'intervention de Philippe, trois futurEs candidatEs aux législatives du rassemblement « À gauche toute » en Drôme-Ardèche ont mis l'accent sur les luttes de sans-papiers et sans-logement, la mise en place d'un collectif féministe de la Marche mondiale des femmes, le succès de la chaîne humaine contre le nucléaire et l'effondrement de l'industrie et de l'emploi dans nos deux départements. Si en Rhône-Alpes le taux de chômeurs atteint 8,3% de la population active,

il est supérieur dans nos deux départements qui occupent les deux plus mauvaises places dans le classement régional (10,1% en Drôme et 9,9% en Ardèche). C'est dire si la pauvreté et la précarité ne cessent d'augmenter.

Présents dans la salle, les salariéEs de SwissTex, dernier fabricant français de machines textiles pour l'industrie, menacé d'une liquidation judiciaire alors que les carnets de commande sont pleins, témoignaient de leur volonté de ne pas laisser mourir 95 emplois directs et des centaines d'autre induits dans la région.

Après l'intervention de Philippe Poutou, la parole a été donnée à la salle, et le débat a permis de répondre aux questions sur le Front de Gauche, l'immigration et les sans-papiers, les luttes des femmes, le revenu d'existence... Philippe a conclu en appelant à « une révolte collective pour changer la donne ».

SwissTex, avec les salariéEs en résistance

Le lendemain matin à 8 h 30, Philippe s'est rendu à Romans, devant le tribunal de commerce en compagnie des salariéEs et du syndicat CGT de l'entreprise pour savoir si SwissTex sera placée en redressement ou en liquidation judiciaire. Cette



société à Valence est leader mondial pour la fabrication de machines à retordre le fil de verre ! Elle avait déjà fait l'objet il y a deux ans d'une reprise par le groupe allemand Bavaria Baikap, détenteur à 100% de SwissTex. En fait, cette reprise n'a servi qu'à vider l'entreprise de sa technologie et de ses capacités de financement avec la complicité manifeste de la direction de l'usine. Avec plus de 28 millions d'euros de commande pour 2012, 3,8 millions de machines à livrer et une commande de 15 millions pour la Chine, l'entreprise est parfaitement viable. Il suffirait d'un apport de 500 000 euros pour que ces

commandes soient respectées. Le tribunal de commerce en a décidé autrement et contre toute attente a décidé la liquidation judiciaire pour la fin avril. C'est à ce véritable hold-up qu'une AG du personnel a répondu en décidant de se battre pour le maintien de l'entreprise et refuser les licenciements. Devant le tribunal, Philippe a lancé un appel à la création d'un comité de soutien large à la lutte des salariéEs et le NPA valentinois a diffusé cet appel à l'ensemble de la gauche locale.

Correspondants

Échos de campagne

À Saint-Étienne, l'anticapitalisme s'invite dans la campagne

Lundi 19 mars, Olivier Besancenot était venu soutenir la candidature de Philippe Poutou devant plus de 110 StéphanoisEs. Ivan Richier, cheminot et militant NPA, est intervenu pour présenter le combat récent des cheminotEs de Saint-Étienne contre la privatisation à court terme de la SNCF. En conflit pendant 77 jours cet hiver, ils/elles se sont opposés au projet de fusion des trois établissements existants (contrôleurs, conducteurs et agents de gare/vente), mené tambour battant par une direction régionale autiste. L'établissement unique imposé aux cheminotEs de Saint-Étienne serait une entité autonome, facilement livrable aux appétits du secteur privé à très court terme, éventuellement par le biais de la filialisation (la ligne TER

Saint-Étienne/Lyon est la plus fréquentée du réseau). Au-delà du fait qu'une fois encore quelques capitalistes hériteront de biens de l'État, pour lesquels la population contribue depuis des décennies, les agents de la Loire connaissent les conséquences de tels projets : emplois sacrifiés, désertification des gares, fermetures de guichets, sécurité altérée et tant d'autres conséquences qu'usagers et cheminotEs éprouvent déjà depuis longtemps. L'écoute est attentive et la salle décorée aux couleurs de l'anticapitalisme donne le ton. Comme le rappelle Olivier, l'enjeu pour le NPA dans ces élections n'est pas simplement électoral. Il s'agit de défendre un programme de lutte car la solution ne pourra venir que de nos propres forces. La candidature de Philippe Poutou veut montrer

que c'est à la population, aux salariéEs, de « faire irruption sur la scène sociale et politique », qu'il faut « virer Sarkozy sans avoir d'illusions sur Hollande » et que le NPA continuera de porter cette orientation quel que soit le prochain président, sans concession.

Dans cette campagne « plus que jamais à l'Ouest de nos préoccupations », la marque de fabrique du NPA est de lever le drapeau de l'anticapitalisme, de l'internationalisme et de la démocratie directe.

Le débat a surtout porté sur les moyens à se donner pour s'en prendre réellement au capitalisme, pour unifier les luttes et retrouver la confiance en nos propres forces. Une soirée enthousiasmante qui restera dans les mémoires.

Correspondant

Colonies ya basta !

Nous publions une déclaration de Philippe Poutou solidaire des peuples des dernières colonies.

Ma solidarité avec les travailleurs et les peuples de tous les pays concernés par les élections présidentielles découle :

- de l'internationalisme qui anime naturellement tout anticapitaliste conséquent ;
- des liens historiques noués entre les peuples malgré le terrible passé d'esclavage et d'oppression imposé par le colonialisme.

Le NPA revendique l'héritage des luttes de tous les combattants antiesclavagistes, anticolonialistes, anticapitalistes, des deux côtés de l'Océan.

Les peuples antillais se sont forgés dans une histoire douloureuse de résistances et de luttes souvent glorieuses. La suppression de la notion de peuples dans la Constitution française au profit de celle de simples populations est une insulte à cette histoire. Avec les progressistes des Antilles, je me battraï pour revenir sur cette injustice. Au-delà du programme général que nous définissons pour la France, nous faisons nôtres les revendications ci-dessous établies en concertation avec nos camarades du Groupe révolution socialiste (GRS).

En premier lieu, je proclame haut et fort le droit de tous les peuples à l'autodétermination.

En proclamant ce principe démocratique, j'ajoute que l'aide de l'État français au développement de ces pays doit être assurée, quel que soit le statut choisi par eux.

Je soutiens totalement l'exigence affirmée par certains mouvements anticolonialistes de Martinique et de Guadeloupe de l'élection par la population d'une assemblée constituante pour définir les institutions lui convenant.

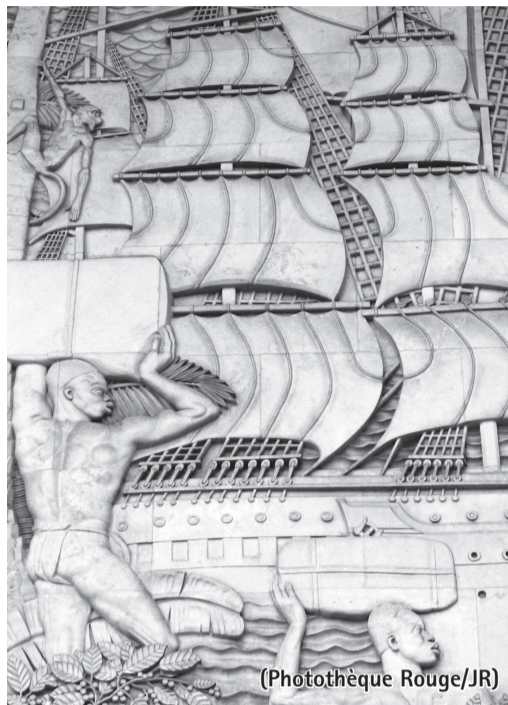
Dans l'immédiat, sans attendre la mise en place de cette assemblée constituante, je soutiens la revendication que l'Assemblée unique de la nouvelle collectivité de Martinique soit élue à la proportionnelle intégrale sans barre d'exclusion ni prime majoritaire.

J'affirme que les collectivités élues des dernières colonies doivent avoir :

- le droit et la pleine initiative économique sans l'entrave d'aucun corset néolibéral ;
- le droit d'affecter librement les aides de la France et de l'Europe, sous le contrôle des peuples et des instances judiciaires ;
- le droit de contrôler les importations et les prix par l'instauration de centrales publiques d'achat gérées localement ;
- le droit à l'adaptation des lois en matière économique, sociale, culturelle ;
- le droit d'initier une réforme des programmes scolaires avec une négociation permettant d'assurer la validité des diplômes délivrés sur tout le territoire français ;
- le droit à la protection du patrimoine foncier au moyen d'un établissement public foncier ou de tout autre moyen décidé sur place ;

- le droit de créer des services publics locaux dans le domaine de la petite enfance, du troisième âge, de l'énergie, avec une aide conséquente au lieu de la situation actuelle de transferts de compétences sans transferts de moyens. Opposé aux menées visant à la recolonisation de peuplement, je soutiens l'exigence des peuples concernés à la priorité effective d'embauche pour les originaires et le droit de regard des assemblées élues sur tout projet d'investissement extérieur. Je réclame aussi la réalisation d'une enquête indépendante sur le fonctionnement de la justice aux colonies, promise depuis de nombreuses années à un député martiniquais Alfred Marie-Jeanne. Je sais parfaitement que ces orientations ne seront adoptées et n'entreront dans la vie que par la mobilisation des peuples concernés. Qu'ils soient d'ores et déjà assurés de notre indéfectible volonté de nous battre à leurs côtés sur ces points comme sur tous les sujets nécessitant des luttes communes ou des luttes spécifiques.

Philippe Poutou,
déclaration du vendredi 16 mars 2012



Échos de campagne

Olivier Besancenot à Évreux

À 17h30, nous avons donné rendez-vous à la presse ainsi qu'à la télé locale dans le quartier populaire de la Madeleine devant deux immeubles promis à la démolition malgré le combat d'un collectif dont le NPA est partie prenante. L'occasion de dénoncer le mal-logement et ses conséquences dramatiques pour tout le quartier, tout en dialoguant avec ses habitantEs.

Après un sympathique pique-nique sur le pouce avec les militantEs, le meeting, avec 125 personnes présentes, a de l'avis général donné la pêche. Une petite vingtaine de têtes nouvelles, pas de représentants d'autres organisations, c'est pour l'essentiel la frange proche des sept comités NPA du département qui s'est déplacée. Sophie Ozanne, qui a occupé « notre siège » au conseil municipal de Louviers, a présenté le NPA et ses engagements locaux (« Sortir du nucléaire », lutte pour le retour de l'eau

en régie publique, RESF...), sans oublier de remercier les 31 éluEs du département qui ont accepté de parrainer Philippe Poutou. Jacques-Louis Perez (lire entretien page 2) est revenu sur le problème du logement à Évreux. Thierry Philippot, animateur de la lutte des M-real, a fait le point sur ce long combat et la nécessité de l'interdiction des licenciements, avant qu'Olivier ne développe dans une intervention très appréciée le programme du NPA. A suivi un débat nourri, qui a tourné en particulier autour de la façon de construire une riposte unitaire et de masse à chaque mauvais coup de ce gouvernement... et de celui qui lui succédera. Huit personnes ont laissé leurs coordonnées pour poursuivre la discussion et donner un coup de main pour les collages et diffusions de tracts, et seize exemplaires du livre de Philippe ont été vendus.

CorrespondantEs

Un 21 mars réussi à Grenoble !

À midi, les militantEs du NPA qui attendaient devant l'amphi ne savaient pas encore franchement s'ils devaient y croire ! À 12h30, 200 étudiantEs remplissaient la salle ! Cela faisait longtemps que nous n'avions pas eu un tel succès sur le campus. C'est le résultat en bonne partie du gros investissement militant réalisé par les jeunes du NPA, mais plus globalement de l'envie d'entendre et de discuter avec un candidat, le seul, venu les rencontrer. Très à l'aise, notre ouvrier candidat a remporté un vrai succès. Si nos propositions étaient facilement acceptées par l'amphi, les questions ont porté sur les conditions de leur mise en œuvre, le risque de fuite des capitaux par exemple ou, dans un autre registre, les formes d'autogestion à inventer pour aujourd'hui. Des demandes de précisions aussi sur notre projet en direction des universités. Ambiance chaleureuse, le temps a semblé trop court. Quelques contacts ont été pris et les retours par mails sont bons. Par exemple :

« Ce meeting était excellent, M. Poutou sait tenir le public éveillé » ou encore « très surpris et ravi de l'avoir rencontré » mais aussi des demandes pour poursuivre les débats et approfondir ce qui n'a pu l'être en deux heures... A suivre de près. L'après-midi, Philippe a participé au rassemblement unitaire contre les situations de plus en plus dégradées que subissent les personnes en attente de papiers surtout en matière d'hébergement : des files d'attente dès l'aube pour obtenir une simple date de rendez-vous à la préfecture ! Il est vrai que nous sommes dans la ville du « discours de Grenoble » et que le préfet nommé depuis les « événements » de juillet 2010 est particulièrement zélé. Mais cette politique d'exclusion est également bien assumée par les élus locaux et c'est aussi cela que dénonçait le collectif d'organisations dont nous sommes partie prenante ! Les médias nombreux ont bien couvert les différents temps de présence de notre candidat. Le meeting du soir plus modeste a cependant permis de débattre de nos

propositions, et de vendre des livres de Philippe qui les a patiemment dédicacés.

Correspondants



Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Jeudi 29 mars, Nantes. Réunion publique à 20h30, salle Bretagne, 23, rue Villebois.

Vendredi 30 mars, Le Mans. Réunion publique à 20 heures, salle du Royal 409, avenue Félix-Geneslay.

Lundi 2 avril, Rennes. Réunion publique à 20h30, Carrefour, 18-7, rue d'Espagne.

Mardi 3 avril, Caen. Réunion publique à 20h30, Centre de congrès, avenue Albert-Sorel.

Mercredi 4 avril, Avignon. Réunion publique à 20 heures, salle de l'Antichambre, mairie centrale d'Avignon, place de l'Horloge.

Jeudi 5 avril, Nanterre. Réunion publique à 12h30, faculté de Nanterre, 100 boulevard de la République, amphi D1.

Jeudi 5 avril, Lyon. Réunion publique à 19h30, salle Victor-Hugo, mairie du 6^e, 33 rue Bossuet.

Samedi 7 avril, Mulhouse. Réunion publique à 18h30, auberge de jeunesse de Mulhouse, 37 rue de l'Illberg.

MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

Jeudi 29 mars, Paris 13^e. Réunion publique à 19h30, boulevard Auguste-Blanqui, place d'Italie.

Vendredi 30 mars, Cergy. Réunion publique à 20h30, maison de quartier des Touleuses, place des Touleuses.

Mardi 3 avril, Pantin. Réunion publique à 20 heures, salle les Gavroches, 12 rue Scandicci.

Mercredi 4 avril, Gennevilliers. Réunion publique à 19h30, Bourse du travail, angle rue Lamartine et rue des Agnettes.

Jeudi 5 avril, Saint-Denis. Réunion publique à 20 heures, école Jules-Guesdes, 8 rue du Corbillon.

Vendredi 6 avril, Paris 15^e. Réunion publique à 19h30 au Nouveau Patronage laïque, 61 rue Violet.

LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Philippe Poutou
Jeudi 29 mars, France Info, 13h15.
Samedi 30 mars, BFM TV, 18 heures.

Olivier Besancenot
Jeudi 29 mars, I Télé, 18h30.
Vendredi 30 mars, France Inter, 7h50.

Christine Poupin
Vendredi 30 mars, Europe 1, 7h40.
Vendredi 30 mars, RMC, 13 heures.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

LICENCIEMENTS, FERM

Malgré la forte tentation de tirer une fois de plus les débats politiques sur les questions de l'immigration et de la sécurité, les questions sociales s'imposent de manière exceptionnelle dans la campagne présidentielle. Alors que les «quartiers», les classes moyennes étaient au centre des séquences électorales précédentes, cette fois, chaque semaine les candidats sont présents devant une porte d'usine, rencontrent des salariéEs en lutte pour leur emploi. On est loin de la «biologisation» de la vie des entreprises et de l'emploi. Oubliées les célèbres déclarations de Parisot, «*La vie, la santé, l'amour sont précieuses, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi?*» ou celles, récurrentes, sur la vie et la mort inéluctables des entreprises. Oubliés aussi les aveux de Jospin, en 2002, à l'annonce de la fermeture de Renault Vilvoorde : «*Je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle*» ou aux suppressions d'emplois chez Michelin : «*l'État ne peut pas tout*». Sarkozy «sauve» Lejaby ou Photowatt. Hollande promet une loi instituant «*l'obligation de céder un site industriel si l'une des offres proposées reçoit la validation du tribunal de commerce et un avis positif des instances représentatives du personnel*». Bayrou prétend instituer une obligation de «*produire français*». Mélenchon promet l'interdiction des licenciements boursiers. Ce n'est évidemment pas spontanément que tous se présentent comme les plus ardents défenseurs du travail et de la classe ouvrière. Ce sont les mobilisations déterminées des travailleurEs de M-Real, Lejaby, Fralib, PSA, Arcelor, etc. qui ont imposé ces postures.

Mais promettre, magouiller des solutions provisoires ne suffit pas. L'urgence sociale demande des solutions à la fois immédiates et durables. Les salariéEs de Continental, après s'être battus pour la sauvegarde de l'usine, ont placé le plus haut la barre dans la logique du «faire payer» au maximum les patrons pour leur «forfaiture sociale». Les New Fabris, Rencast, Molex et bien d'autres, ont dû se replier sur cette bataille pour la taille d'un chèque et une recherche bien aléatoire d'un nouvel emploi. D'autres ont, avec des succès plus ou moins complets, réussi à sauvegarder un site, une partie des emplois. SBFM, Fonderie du Poitou, Ford, autant de victoires significatives.

Mais la nouveauté réside dans la recherche de solutions alternatives posant la question de la propriété privée de l'outil de production. Chez Pétroplus, Arcelor, Fralib, les débats, les mobilisations tournent autour de l'appropriation par les salariéEs de la production, des outils de production. L'expropriation, la nationalisation, les Scop (société coopérative ouvrière de production devenue participative) des Scic (société coopérative d'intérêt collectif) autant d'alternatives qui constituent un socle aux mobilisations, à leur coordination, pour aller vers une concrétisation de l'interdiction des licenciements indissolublement liée à une réduction du temps de travail.

Robert Pelletier



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Crise industrielle et crise du capitalisme

Pourquoi les sites industriels sont-ils si souvent menacés voire fermés pour certains? Le sujet s'est invité dans la campagne électorale parce que les salariéEs concernés ont su interpeller les candidats et peser sur le débat public. Mais aussi parce qu'il nous ramène à l'une des données constantes du capitalisme, que la crise actuelle rend plus visible.

Depuis 2009, l'industrie manufacturière a détruit plus d'emplois qu'elle n'en a créés : près de 100 000 emplois industriels perdus sur trois années pendant que 879 sites étaient fermés pour 494 créations. Il y a donc eu 385 disparitions nettes de sites industriels occasionnant autant d'effets collatéraux sur une ville ou une région.

Les raisons en sont multiples : effets d'une longue période de croissance molle en Europe, en partie due à la faiblesse de l'investissement et avant même que ne survienne la récession, déplacement de la structure de consommation finale vers les services au détriment des biens manufacturiers, mise sous contrôle des marchés publics, la transformation de certains marchés en marchés de simple remplacement (l'automobile par exemple), sans oublier les gains de productivité.

Le naturel revient au galop

Mais plus fondamentalement ce sont les dérégulations européennes, financières et sociales, avec l'objectif de permettre aux grands groupes de disposer d'une sorte de terrain d'essai pour attaquer très vite le marché mondial (économie de moyens, partenariats et fusions, pression sur les coûts du capital). Il fallait que l'Europe, régie comme une zone de libre-échange, permette à ces groupes, trop longtemps nationaux, de se consolider au plan continental et de se transformer en groupes mondialisés. Leur dimension euro-stratégique s'est construite parallèlement à leurs ambitions mondiales. Les années 1990 ont vu la disparition rapide des maillages industriels nationaux au sein des grandes firmes. Plutôt que d'immobiliser du capital dans chaque pays pour produire à peu près la même chose, le nouvel espace de libre circulation des marchandises et des capitaux facilitait la relocalisation sur un nombre plus réduit de sites des productions tournés vers l'ensemble du marché continental, voire mondial. La fonction managériale de «directeur industriel Europe» se généralisa. L'ouverture vers l'Europe centrale conforta ces effets d'échelle et permit d'économiser des coûts tout en absorbant de nouveaux gains de productivité.

Mais, le mouvement du capital à sur-accumuler est inexorable et cette contradiction se confirme sous forme de cycles. L'espace européen, censé favoriser des économies de moyens et une rationalisation des investissements affiche brutalement des surcapacités productives dans un certain nombre de secteurs, à commencer par celui de l'automobile. Sur-accumulation due, notamment, à la manière dont chaque firme s'est saisie de l'opportunité de l'Europe centrale en y investissant massivement ou en libérant de nouvelles capacités productives grâce aux synergies des fusions-absorptions.

S'ouvre alors une nouvelle phase de destruction de capital et de nouvelle ré-allocation des investissements - cette fois-ci en élargissant le périmètre géographique : les pays du Golfe pour le raffinage (Total), le Maroc pour l'automobile (Renault à Tanger), etc. Le mariage de PSA et de GM n'est-il pas en partie justifié par la recherche de synergies dans l'espoir de remédier à leurs surcapacités respectives en Europe? Lorsque la rentabilité des capitaux investis fléchit, le système cherche une planche de salut temporaire dans son redéploiement opérationnel.

La concurrence par les coûts de main-d'œuvre n'est donc qu'un aspect du problème. La réorganisation mondiale en cours dépasse cette seule considération, notamment dans des filières où le coût salarial est très inférieur au coût des matières premières ou aux coûts publicitaires par exemple! Et d'autres facteurs géopolitiques peuvent encore intervenir comme dans l'industrie du

pétrole et du gaz.

Par contre, l'impact de ces réorganisations sur l'environnement (branche (filiales, sous-traitants et PME) est majeur. Les capacités de production, réduction du carnet de commandes, absorption-dépeçage ou dépôt de bilan pur et simple, la cascade est redoutable.

L'adieu au «grand village européen»

C'est alors que surgit la question du coût du travail. Le libéralisme n'a eu de cesse de mettre en concurrence les entreprises. Aussi, dès que surgit un nouveau grand projet de l'investissement il n'est jamais question d'une question intra-européenne et non simplement d'une question de régulation, mais bien de jouer les têtes de pont compétitifs des uns contre les autres.

Au-delà des effets de délocalisation lointaine évoqués, la question posée par les fermetures de sites est une question intra-européenne et non simplement nationale. L'Union nous était présentée comme le seul espace de l'immersion heureuse dans la mondialisation. L'économie et social ne se joueraient plus que dans ce cadre. La France doit «être forte» proclame Sarkozy. «modèle allemand», oui mais pour lui prendre des clients à l'export.

Comment comprendre celui qui déclarait : «*Je veux une France qui dira aux Européens : nous sommes forts, nous la voulons parce que sans elle nous ne pourrions rien dans la mondialisation, sans elle nous ne pourrions pas être défendus*».

Si notre sort ne dépend plus que de nous... qu'allons-nous faire de l'imbrication grandissante des marchés européens et des actionnariats? Qu'allons-nous faire de la Ba



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

européenne? Et des traités européens? N'y a-t-il pas à clamer soudain que l'économie française doit se défendre contre tous, alors que tout le contraire a été fait de la question n'est pas de revenir à la situation industrielle d'il y a vingt ans; ce n'est ni souhaitable ni envisageable. Il faut bien une «autre industrie» qu'il faut déployer partout avec le souci majeur de l'aménagement des divers territoires. La prise en compte de l'empreinte carbone de toutes les marchandises. Une industrie s'appuyant sur les biens communs (transports, énergies, santé, recherche, habitat, etc.). Une industrie émancipée de sa volonté exportatrice et tournée vers le moindre coût, comprimant la demande intérieure. Le débat sur les «services» ne doit pas être laissé à l'arbitrage du patronat dans sa version «services à la personne». L'écologie de l'environnement industriel impose une réflexion sur le déploiement des besoins en emplois vers des activités socialement utiles, conformes à un projet de société. Plus sous l'emprise de la seule marchandise.

Claude Gabriel

FERMETURES : QUE FAIRE ?

Lejaby : la victoire par la lutte !

Dans cette entreprise d'Yssingeaux, en Haute-Loire, créée en 1975, qui ne compte en 2012 que 90 femmes et trois hommes, une lutte exemplaire par son unité, sa détermination et ses liens de solidarité, a permis le maintien de 100% des emplois. Après avoir mené des luttes, pas toujours victorieuses (emploi, contre-réforme des retraites, salaires) quelque chose s'est passé lors de ces semaines de mobilisation. Tout est parti d'une colère contre la fermeture de leur atelier et l'injustice des licenciements.

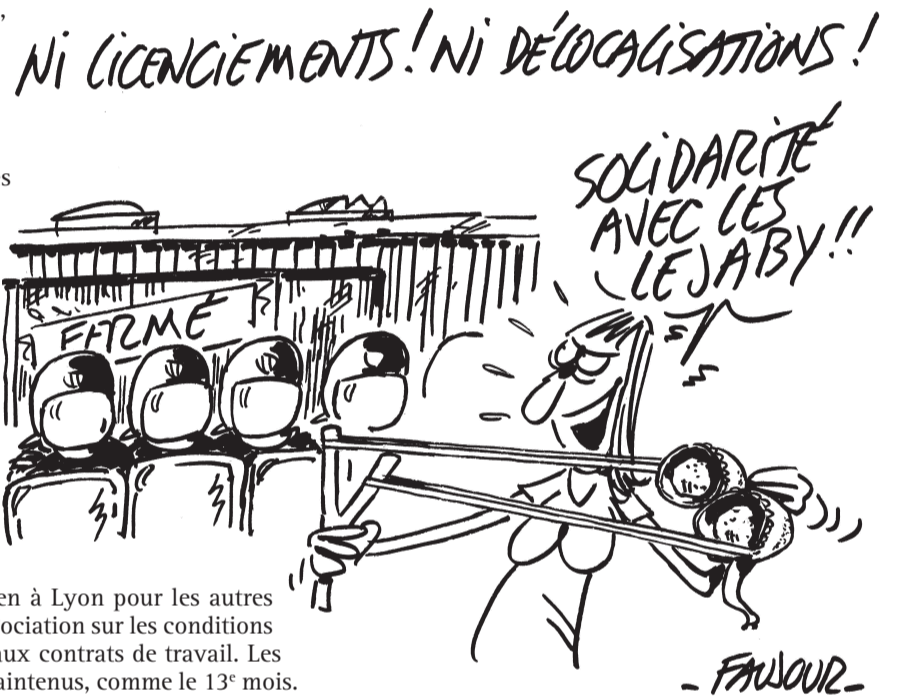
Leur réaction vient de loin. Des luttes passées, celles de 2010, lors du dernier plan social où les salariées des autres sites ont attiré les projecteurs sur les Lejaby. Le 27 octobre 2011, elles manifestent au siège de Rillieux-La-Pape contre le dépôt de bilan, participent le 13 décembre au rassemblement interpro à Yssingeaux, manifestent une nouvelle fois à Rillieux le 22 décembre et se rassemblent le 4 janvier 2012 devant la préfecture du Puy-en-Velay. Le 16, c'est le tournant de la lutte. La décision d'occuper l'entreprise est votée. Après une nuit d'occupation, manifestation à la cour des Voraces, haut lieu de l'histoire des Canuts de Lyon au XIX^e siècle et rassemblement de colère au tribunal de Commerce. Le 18, jour du sommet « antisocial » à l'Élysée, c'est l'attente interminable au Puy, devant la permanence du ministre Wauquiez, de la décision du tribunal de commerce. À l'annonce de la fermeture, c'est l'explosion de colère et de larmes devant les chaînes de radios et télévisions. Le 19, l'AG, unanime, demande des préretraites, la revalorisation des primes de licenciement et un plan de réindustrialisation du site.

Tous les jours, l'ensemble du personnel est présent. Campagne électorale oblige, le pouvoir prend conscience que la mobilisation risque de lui coûter cher. L'AG adresse une première lettre ouverte au président. Le ministre Wauquiez, qui annonçait quinze jours plus tôt que le travail et les « charges » étaient trop chers en France, se rend à l'entreprise pour

annoncer neuf projets de reprise ! La presse nationale et internationale couvre quotidiennement les événements d'Yssingeaux. Le 29 janvier, lors d'un de ses sketches télévisés, Sarkozy annonce qu'il ne laissera pas tomber les Lejaby d'Yssingeaux. Le lendemain, dans une nouvelle lettre ouverte, l'AG lui demande du concret. L'histoire s'accélère, le ministre présente le repreneur Rabérin comme sous-traitant du groupe LVMH de Bernard Arnault, l'ami du président... Les sacs de luxe Vuitton remplacent les soutiens-gorge Lejaby. Toutes les salariées seront reprises en CDI le 1^{er} mars. C'est une victoire totale. Pour remercier ceux qui les ont soutenues, habitants, associations, commerçants, une dernière manifestation est organisée à Yssingeaux, puis une journée porte ouverte de l'entreprise où participent plus de 1 200 personnes ! Une délégation est invitée à l'Élysée. Les salariées d'Yssingeaux s'extirpant de Sarko et de ses ministres, en profitent pour parler seules à la presse pour rappeler le sort des autres sites Lejaby. Elles refusent d'être utilisées pour faire oublier le bilan catastrophique de l'emploi du quinquennat qui enfin s'achève. Le 9 février, après une manifestation de soutien à Lyon pour les autres salariées, s'ouvre la négociation sur les conditions de reprise et de nouveaux contrats de travail. Les salaires de base sont maintenus, comme le 13^e mois. Le travail a repris le 1^{er} mars aux Ateliers du Meygal,

nom de la nouvelle société. Le seul point politique négatif est de ne pas avoir réussi à convaincre toute la gauche de venir unie pour les soutenir. Bien sûr, la situation électorale leur a été favorable, mais cette victoire est bien la leur. Leur outil est un syndicat (l'UD CGT43), unitaire et combatif qui de bout en bout les a aidées concrètement à construire et poursuivre leur mobilisation jusqu'à la victoire. Un combat qui paraissait perdu d'avance s'est transformé en victoire totale car elles l'ont mené toutes ensemble ! Leur mode opératoire est la clé de la réussite...

Correspondant



« Plus que jamais des indignés, pas des résignés ! »

Table ronde avec Georges Marto, Roland Leboucher, Thierry Philippot, Jean-Yves Lemahieu, Thierry Hamelin et Christian Vallée, militants de la CGT M-real.

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Roland : M-real va fermer. Après quatre ans de lutte pied à pied contre le dépeçage progressif de notre usine, les lettres de licenciement vont tomber le 2 avril. **Georges :** Comme on s'est bien battus, on a obtenu un PSE avec des congés de reclassement et indemnités de bon niveau (90 000 euros de prime additionnelle en moyenne pour 20 ans d'ancienneté), et l'accord pour qu'un repreneur puisse produire du papier, ce dont M-real ne voulait pas du tout au départ. Du coup on s'est retrouvés devant un drôle de choix. Soit accepter le PSE, soit tenter de le faire invalider dans l'objectif d'obtenir mieux, mais en prenant aussi le risque de se retrouver sans rien. Il y a eu 98% pour la première option. Le 30 mars, on termine par un grand banquet.

Jean-Yves : Le combat continue pour le redémarrage le plus vite possible. Deux repreneurs sérieux sont encore là. L'un d'eux veut aussi redémarrer l'usine de pâte fermée en juin 2010 et produire de l'agrocarburant à partir de la biomasse, avec raffinage chez Pétroplus à hauteur de 20% de sa capacité. Une quinzaine de personnes restent pour la maintenance et pour préparer la réindustrialisation.

Georges : Rien n'est assuré. Ainsi la préfecture se contenterait bien d'un port fluvial et d'une base de transbordement. Mais pour nous, pas question de renoncer à de l'activité formatrice de matière.

Christian : Si nous en sommes là, c'est parce que nous n'avons rien lâché. Ce n'est pas gagné, mais si ça redémarre, il faudra bien reprendre les gars, vu le niveau de technicité, mais avec perte des avantages acquis.

Jean-Yves : Il faut revenir sur les étapes de notre combat : nous avons d'abord cherché à rassembler autour de nous autour de la revendication : « interdiction des licenciements chez M-real comme ailleurs », malheureusement sans succès. Puis, avec le militant de la CFE-CGC, nous avons lancé le « collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real ». EÉLV, le NPA, le PCF, le PS y ont

collaboré avec les élus des communes environnantes. C'est comme ça que la mayonnaise a pris. L'un des plus beaux moments, c'est ce samedi où nous avons remis nous-mêmes en route la production et que 2 500 personnes sont venues. **Thierry H. :** Nous ne pouvions pas mieux faire, mais il est intolérable qu'une usine puisse fermer parce que des actionnaires ont décidé que c'est bon pour leurs profits, au mépris de la vie et de l'avenir des 700 personnes qui badgeaient sur le site et de leurs familles.

Que pensez-vous de la loi « M-real-Arcelor » présentée par le PS ?

Thierry Ph. : Ce projet pour empêcher les fermetures là où il y a un repreneur sérieux, nous le portons depuis un moment. Malgré notre insistance, il est arrivé bien trop tard pour nous. L'UMP a refusé que cela sauve quelques milliers d'emplois. Le PS a au moins le mérite de l'avoir repris. Eva Joly était d'accord puis n'a plus donné de nouvelles. De même Mélenchon, venu il y a deux mois, et qui clamait qu'une semaine suffirait pour présenter ça au Sénat. Pour relativiser, il faut savoir qu'il y a cinq mois, sur proposition du conseiller général PCF, il y avait eu un vote UNANIME du conseil général, puis du conseil régional, demandant à l'État d'exproprier pour permettre la vente. On sait ce que valait un tel engagement pour M. Le Maire, conseiller régional et ministre. Mais le PS n'a rien fait de plus...

Cela dit, M-real reste une exception : en général, il n'y a pas de repreneur du tout ! Alors, comme je l'ai déclaré lors de la venue de Bernard Thibaud : « je forme le vœu que notre flambeau soit repris par d'autres, et que cela débouche enfin sur un grand mouvement pour l'emploi qui fasse réfléchir les possédants et les licenciés. »

Propos recueillis par Pierre Vandevoorde

ensemble d'une
ur : diminution
e commandes,
ple. L'effet en

avail... L'euro-
ce les systèmes
d déplacement
politique glo-
que l'on nous
r sur les avan-

galement pré-
es est d'abord
français. Alors
cadre ration-
tion, l'horizon
le cadre hexa-
zy ! Suivre le
parts de mar-

ax être le pré-
voulons l'Eu-
lles nations ne
nos valeurs ne

s-nous faire de
des capitaux
anque centrale



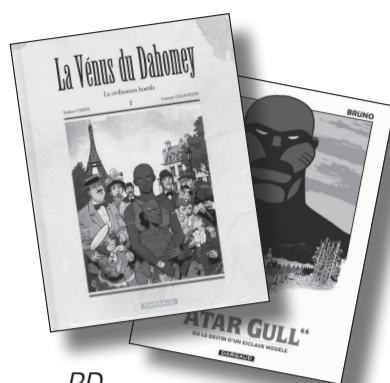
pas embrouille
e dresser seule
epuis 30 ans ?
industrielle d'il y
ble. Mais, c'est
ogressivement
s territoires et
us les flux de
besoins collec-
agriculture...
à la recherche
re.

la droite et au
Le remodelage
on sur le redé-
nés de services
été qui ne soit



www.cieparechoc.com

La compagnie Pare-Choc (ex-Voyages en scène) propose un nouveau spectacle intitulé *Filles de mai* et celui-ci vaut le détour ! Durant 40 minutes, les trois pseudo-conférencières de la compagnie théâtrale reviennent sur les grands combats féministes du XX^e siècle : du droit de vote à la légalisation de l'avortement, c'est un retour sur un siècle de combats féministes qui est mis en scène. Ce spectacle à la fois drôle et instructif repose la question de l'égalité entre les hommes et les femmes au milieu de Barbie et de robots Moulinex. Tout un programme ! N'hésitez pas à contacter la compagnie pour la programmer dans votre ville.



BD

LA VÉNU DU DAHOMEY, tome 1

Galandon, Casini

Dargaud / 13,90 euros

ATAR GULL, Ou le destin

d'un esclave modèle

Nury, Brïno

Dargaud / 16,95 euros

Sortie simultanée de deux BD concernant l'esclavage et la colonisation. Dans *la Vénus du Dahomey*, Diamanka, guerrière amazone, est recrutée pour se produire dans des spectacles dans le «village nègre» du Jardin d'acclimatation. Un scénario qui présente l'avantage d'une héroïne féminine, qui malgré son double statut de femme et de «race inférieure», ne se laisse pas faire. Autre histoire de révolte, celle d'*Atar Gull*, imaginée par Fabien Nury et dessinée avec tout son talent habituel par Brïno. Fils d'un roi africain, véritable force de la nature, Atar Gull est acheté par un planteur en Jamaïque et ne pense dès lors plus qu'à se venger de ceux qui l'ont transformé en esclave. Une histoire sombre qui suit toutes les étapes de la traite, avec des personnages secondaires très réussis, comme ce négrier pirate sans foi ni loi.

Sylvain Pattieu



LIVRES

GUERRA DE MOVIMENTO E

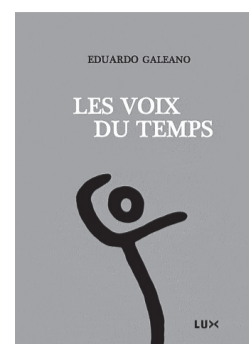
GUERRA DE POSIÇÃO

Antonio Gramsci

La Fabrique / 17 euros

«Il faut empêcher ce cerveau de penser», déclarait le procureur fasciste qui condamna Antonio Gramsci en 1926. Ce que souligne cet ouvrage présenté par Razmig Keucheyan, c'est la nouveauté de la pensée intellectuelle dans les rapports de classes. Avec le fondateur du PC italien, sont formalisées des notions telles que l'hégémonie intellectuelle de la bourgeoisie, ou comme le titre l'indique, le concept de guerre de position et guerre de mouvement ou révolution permanente de Trotsky. On retiendra cette formule : «Tous les hommes sont intellectuels ; mais tous les hommes ne remplissent pas dans la société la fonction d'intellectuels.» C'est peut-être sur ce thème que les explications de Razmig Keucheyan sont les plus fournies car ici Gramsci a prévu l'importance de cette classe dans l'occupation tactique des médias. C'est aussi pourquoi il a fondé des revues, comme *Ordine Nuovo*, et des journaux, réalisant l'importance de l'éducation du peuple.

Christophe Goby



LIVRES

LES VOIX DU TEMPS

Eduardo Galeano

Traduit de l'espagnol (Uruguay)

par Alexandre Sánchez

Lux / 20 euros

Les lecteurs de *Tout est à nous !* connaissent déjà le parcours et les dons exceptionnels de Galeano, observateur engagé du continent sud-américain, auteur à 30 ans des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), et aujourd'hui un des écrivains les plus respectés et écoutés de cette partie du monde. Après les remarquables *Paroles vagabondes*, le même éditeur rend accessible au public francophone *Bocas del Tiempo* (2004), livre tout aussi réussi, incisif et charmant à lire comme à relire. Quelque 300 chroniques, illustrées de dessins au trait d'artistes anonymes de la région de Cajamarca au Pérou, recueillis par Alfredo Mires Ortiz et datant parfois de plusieurs millénaires, invitent à méditer sur la « discordance des temps » révélée par notre sinistre époque, à imaginer des temps meilleurs pour tous, et à apprécier le rôle que devra y jouer la poésie, d'après tout ce qu'elle déploie ici d'enchantements et de cocasseries dans son usage de l'analogie.

Gilles Bounoure



MUSIQUE

SPARROWMANIA

Mighty Sparrow

Strut

Toutes les formes de musique ont connu leur King, parfois autoproclamé, souvent sanctifié par l'histoire. Elvis Presley sans conteste pour le rock'n'roll ou Solomon Burke dans la soul (au grand désespoir de James Brown). Et la calypso de Trinidad s'est donnée corps et âme à Mighty Sparrow. Car si elle ne connut jamais la gloire internationale du reggae, elle possède avec ce chanteur fantasque et classieux un incroyable ambassadeur, ici compilé lors de sa meilleure époque et au mieux de sa forme. Revigorant la calypso traditionnelle, vulgarisée par Harry Belafonte, il lui insuffle la vitalité de la soul, du boogaloo ou encore la grandiloquence des crooners à la Sinatra. Romance et espiègleries grivoises cèdent même parfois alors la place au heures sombres du moment, comme dans le significatif *Kennedy & Kroutchev*, rappelant que ces artistes fournissaient aussi une source d'information souterraine aux plus démunis qui fréquentaient les bars de Port of Spain.

King Martov

l'essai

LE CAPITALISME EN

DIX LEÇONS

TEXTE DE MICHEL HUSSON
DESSINS DE CHARB

Éditions Zones

256 pages

16 euros



Le livre écrit par Michel Husson est accompagné de dessins désopilants de Charb. Les « dix leçons » constituent les dix chapitres du livre et permettent de passer en revue successivement la genèse du capitalisme, l'origine du profit, le développement des inégalités, une réflexion sur les besoins, des rappels sur la marchandisation, l'hypothèse du capitalisme vert, une analyse de la mondialisation, une description de l'Europe libérale, une analyse des crises, la financiarisation. Par la variété des sujets abordés et la clarté globale de son écriture, c'est bien un manuel utile et une source de réflexion pour celles et ceux qui ne se résignent pas à voir dans le capitalisme un « horizon indépassable » pour reprendre l'expression de Michel Rocard. Il est impossible de développer ici tous les aspects qui nous ont semblé particulièrement intéressants. On se limitera donc à deux d'entre eux.

Le premier est une réflexion sur la fin et les moyens dans la gestion de l'économie. Sous le capitalisme, note Michel Husson, c'est l'exigence de maximisation du profit qui détermine les priorités, notamment celles de l'investissement. Le socialisme au contraire se définit par la maîtrise de la société sur ses propres priorités par le biais d'une planification démocratique. Le calcul économique ne disparaît pas mais joue un rôle subordonné, n'est plus qu'un moyen de réaliser au mieux les objectifs résultant du jeu de la démocratie sociale.

Le deuxième aspect que l'on souhaiterait souligner concerne la financiarisation. Michel Husson résume la vision de la finance comme un « parasite » d'un capitalisme et d'entreprises qui, sans elle, fonctionneraient relativement bien. Il montre au contraire que la finance fait partie intégrante du capitalisme contemporain et souligne qu'il faut dépasser la vision « financieriste » de la crise économique et procéder à une analyse globale de ses ressorts. Ce point est essentiel. Il explique notamment, comment malgré les espérances de certains antilibéraux, la profondeur de la crise n'a pas débouché sur le retour à un capitalisme plus régulé.

Henri Wiino

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

DOCUMENTAIRE Victor Serge vu par Carmen Castillo

Le documentaire *Victor Serge l'insurgé*, réalisé par Carmen Castillo, sera diffusé sur France 5, dimanche 25 mars à 22 heures.

Victor Kilbatchiche (Victor Serge), né en 1890 et mort en 1947, est l'une des grandes figures de la lutte révolutionnaire du siècle dernier. Il est proche, dans sa jeunesse, des anarchistes de la bande à Bonnot, notamment de Raymond Callemin (Raymond la Science), il a pour amie l'anarchiste Rirette Maitrejean. Malgré ses protestations, il est condamné par la justice française pour une supposée participation à leurs exploits. Il est curieux de constater que c'est là un destin qui le poursuivra tout au long de sa vie : il sera accusé par les stalinien d'être un traître, puis par des surveillants tatillons d'être en réalité un agent stalinien... Peu de temps avant sa mort, il est même soupçonné d'être gaulliste...

En 1919, il rejoint la révolution russe, travaille pour le Komintern comme journaliste et traducteur, rencontre Gorki, Pierre Naville, Gérard Rosenthal, Nikos Kazantzakis, Panait Istrati. Il désapprouve la répression des marins de Cronstadt. Il rejoint en 1923 l'Opposition de gauche, Trotsky, Radek, Preobajensky, Joffe. Il semble que c'est alors qu'il emploie – pour la première fois – le mot « totalitarisme » pour désigner le stalinisme. En Europe, Victor Serge rencontre Lukacs, Gramsci, et rentre en URSS en 1925. Trotsky est exclu en 1927, lui en 1928. Arrêté en 1933, il fait trois ans de camp à Orenbourg. Il en est libéré en 1936 à la suite d'une



campagne internationale (Gide, Romain Rolland...). Il rejoint Trotsky dans son exil, puis se sépare de lui. Ses nombreux livres et essais sont régulièrement réimprimés (Seuil, La Découverte, Robert Laffont...). Signalons, parmi bien d'autres, les *Mémoires d'un Révolutionnaire* ou le roman *l'Affaire Toulaev*, dans lequel il décrit l'affaire Kirov, un des plus célèbres « procès » stalinien. Carmen Castillo s'est battue contre Pinochet, puis est venue travailler en France ; on se souvient de *Rue Santa Fe*, film où elle raconte son expérience de lutte, qu'elle revit en allant sur place... Dans les contraignantes 55 minutes de l'émission TV, elle nous raconte la vie de Victor Serge, sans

cachier les liens idéologiques qu'elle a avec ce grand révolutionnaire. Une longue interview de Régis Debray contribue à le situer. Les nécessités de la production ont sans doute entraîné une carence : que peut signifier l'engagement de Serge, aujourd'hui, si on parle d'immigrés, de sans-papiers etc. ? Il semble que Carmen Castillo aurait aimé aborder aussi ces questions-là... Mais tel quel, le film est passionnant : que savent les jeunes générations de cette grande figure ? Remercions Carmen Castillo de rallumer le feu du souvenir... incarné aussi par ces images finales du vieux peintre – le fils de Victor Serge.

Paul Louis Thirard

OUI AU DROIT DE MANIFESTER !!!



Genève : acceptation d'une loi antimanifs

Quand la majorité de ceux qui vont voter décident de renoncer à une partie de leurs droits, l'heure est grave. Comme à Genève où 54 % des votantEs ont approuvé une loi qui anéantit le droit de manifester... Nous publions un article paru dans le journal *l'Anticapitaliste*, avec l'aimable autorisation de son auteur.

Que les rupins votent en faveur de la loi n'étonnera personne : entre la défense de leurs privilèges et celle du droit de les contester par la rue, les bourgeois ont choisi. Ainsi, c'est dans les arrondissements huppés du centre-ville que la loi antimanifs a fait un tabac : 60 % à Rive, presque 70 % à Malagnou... À l'inverse, des quartiers très populaires comme la Jonction, les Pâquis ou les Acacias la rejettent à 60 voire 65 %, tout comme la commune d'Avully qui recense une forte concentration d'immeubles sociaux, donc de salariéEs.

Il n'y a pas que des rupins à Genève. Sauf que, en dépit des loyers qui flambent, il n'y a pas que des rupins à Genève. Si tous les quartiers ouvriers, populaires, avaient voté comme les Pâquis, la loi scélérate aurait tout simplement été balayée. Et c'est justement là que le bât blesse. Car ce sont les grandes communes suburbaines qui ont fait pencher la balance. Parmi celles-ci, à l'exception de la - très - bobo Carouge, Lancy, Onex et Vernier acceptent la loi Jornot : du bout des lèvres à Vernier - 50,2 % -, très franchement à Onex et Lancy avec des scores de plus de 54 %.

De toute évidence, le refrain sécuritaire entonné par les fauteurs d'insécurité sociale que sont les libéraux et les autres partis bourgeois a trouvé dans ces communes l'écho favorable qu'il n'a pas rencontré dans certains quartiers ouvriers, populaires, de Genève.

Cela résulte de deux facteurs qui se combinent : l'abandon par la gauche du terrain

social dans ces communes et son occupation par le Mouvement des citoyens genevois. Contrairement à une « gauche » toujours plus institutionnelle, ce parti a su investir le terrain en donnant des réponses toutes faites - la « faute » aux frontaliers, aux étrangers, à la gauche - à une souffrance sociale réelle. Dès lors, le discours sécuritaire des libéraux ne pouvait que prendre racine sur un terrain populaire labouré en profondeur depuis des années par l'extrême droite fascisante. À l'inverse, l'activité ancrée dans le terrain d'une association de base comme Survap (« survivre aux Pâquis »), avec ses revendications et exigences fondées sur les besoins fondamentaux de la population du quartier, a rendu crédible le refus de la loi antimanifestations. Parce que les gens ont compris que la manifestation est, justement, un des moyens de leurs revendications, un moyen et un droit qu'elle a défendus, y compris dans l'urne.

En gros, là où les intérêts de la population sont défendus, elle défend ses droits. Par contre, quand les gens sont laissés à eux-mêmes, la « gauche » étant trop prise par la course aux strapontins parlementaires, ils s'en remettent aux fausses certitudes.

NE PAS DÉserter

La victoire dans les urnes donne des ailes à celui qui a conçu cette loi scélérate, l'ancien avocat d'affaires et député libéral Olivier Jornot. Devenu procureur général, c'est lui qui sera appelé à interpréter une loi... qu'il a lui-même conçue.

Grand pourfendeur devant l'Éternel de

l'altermondialisme - pour lui synonyme de manifestations violentes - il pourrait être tenté par une interprétation fortement restrictive de sa loi.

C'est pourquoi, il faut que les forces qui se sont manifestées dans la campagne contre la loi Jornot restent mobilisées. Il faut aussi que les jeunes descendus nombreux dans les rues pour s'opposer à la loi dépassent leur légitime déception après le vote du dimanche 11 mars. Il faudra être encore plus forts, plus mobilisés, pour en combattre l'application. En ce sens, le comité référendaire ne pourra pas se borner à recourir au Tribunal fédéral : il lui faudra se maintenir pour s'opposer pied à pied à l'arbitraire de la loi, contrairement à ce qu'il avait fait l'automne passé lorsque des militantEs - Decarro, Tirefort et votre serviteur - passaient devant les tribunaux pour délit de manifestation.

Plus fondamentalement, il faut gagner la majorité des couches populaires à un discours d'émancipation sociale. Pour cela, il faut une force anticapitaliste qui place les intérêts des gens, des 99 %, devant ses intérêts propres et, surtout, ceux du capital. Car, plus nombreux et engagés, enracinés chez celles et ceux d'en bas, nous aurions pu convaincre beaucoup plus et peut-être gagner. Et posé les bases avant que la situation ne devienne encore plus grave.

Paolo Gilardi

Article publié dans *l'Anticapitaliste*, n° 65 du 15 mars 2012.

MAROC

Nouveau tournant répressif

Apparemment, le climat de « tolérance » envers les protestations populaires imposé par la tempête révolutionnaire venue d'Orient et le désarroi du régime s'est transformé en climat de répression. Cette « exception marocaine » tant prônée par les « amis » du Roi, signifiait en fait que les revendications et les luttes étaient encore à un stade primaire, et ne constituaient pas une menace directe pour la monarchie qui tentait une répression sélective pour ne pas accélérer la radicalisation et l'explosion sociale. Ce qui lui a permis de conduire aisément son chantier de pseudo-réformes en octroyant une Constitution de sa majesté, en renouvelant le Parlement des dignitaires par des élections biaisées, et en instituant un gouvernement des « barbus » dociles. La combativité du Mouvement du 20 Février, sa continuité de plus d'une année et les protestations populaires larges qu'il a stimulées, n'ont pas forcé le pouvoir à donner de concessions substantielles. Le rapport de forces global reste en faveur du pouvoir qui a ordonné à son gouvernement de « restaurer le prestige de l'État » et « libérer » les places publiques et les rues des sit-in et des marches.

Commence alors une campagne de démolition systématique des constructions pauvres considérées comme « anarchiques » dans les quartiers marginalisés à travers tout le Maroc, avec des interventions barbares, des arrestations et des condamnations. Les diplômés chômeurs sont violemment pourchassés presque quotidiennement dans les rues de toutes les villes. Un état de siège est imposé aux régions comme Taza et Le Rif qui ont connu des révoltes populaires contre l'arbitraire. Les activistes du Mouvement de 20 Février subissent aussi des harcèlements systématiques et une marche syndicale brutalement dispersée à Rabat. Les prisonniers politiques ont entamé des grèves de la faim dans différentes prisons du pays. Le tournant répressif s'est manifesté également par un retour du délit d'atteinte à la sacralité du roi et la restriction de la liberté de la presse.

Cette nouvelle vague de répression témoigne de l'incapacité du régime à satisfaire les revendications sociales et démocratiques du peuple marocain. La marge de l'État se trouve réduite avec le suivi des politiques économiques et sociales néolibérales dictées par les IFI (institutions financières internationales) dans un contexte de crise généralisée du capitalisme.

Le palais est au cœur de l'économie marocaine avec son holding tentaculaire ONA, et les politiques de l'État sont souvent modelées pour favoriser l'épanouissement de ses affaires. Le despotisme a des racines matérielles profondes. Il tire aussi sa légitimité relative d'un système de clientélisme puissant et bénéficie d'un consensus de la part des partis d'opposition libérale institutionnelle, des islamistes modérés et de la bureaucratie syndicale qui entame actuellement une offensive surtout au sein de l'UMT pour chasser les militants de gauche du syndicat. C'est un feu vert au régime pour poursuivre le démantèlement des acquis et mettre les luttes ouvrières à la défensive.

Et justement, c'est dans l'éparpillement des fronts de protestations et l'absence de leur coordination que réside le point faible des mobilisations en cours. Face à un pouvoir central et armé, les luttes n'aboutiront pas sans une accumulation continue d'expériences et la création des ponts solides entre elles. C'est un défi pour la gauche radicale de jouer ce rôle de centralisation et de coordination des différents combats dans une guerre de classe pour conquérir la démocratie et la justice sociale. **Ziyad. Al Mounadil-a, le 19 mars 2012**

BAHREÏN L'urgence de la solidarité

Certains la croyaient morte, étouffée par une répression féroce. Pourtant l'insurrection au Bahreïn renaît de plus belle, chaque jour ou presque, dans la foulée du grand mouvement déclenché le 14 février 2011. Un mois plus tard, le 14 mars, des troupes du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - notamment saoudiennes - étaient intervenues. La foule des protestataires, rassemblée sur la fameuse place de la Perle où des tentes ont été érigées pendant des semaines, fut dispersée. Le célèbre monument de la place a été détruit le 18 mars afin de casser tous les symboles de la contestation.

Pourtant le pouvoir n'est pas parvenu à l'écraser. Malgré des procès à la chaîne contre des manifestantEs, blogueurEs, étudiantEs et des médecins et personnels médicaux ayant commis le « crime » de soigner des protestataires blessés.

Des dizaines de milliers d'habitantEs de ce pays d'une population globale de 1,2 million ont manifesté le 9 mars dernier, dans les environs de Manama. Un photographe Reuters estimait, sur place, que « les participants sont probablement plus de 100 000, ce qui correspondrait à environ un dixième de la population totale ». C'est surtout dans les banlieues et quartiers chiites de Manama que

le mouvement de contestation est ultra-majoritaire. Les chiites forment environ 70 % de la population, mais sont systématiquement désavantagés et discriminés, notamment dans l'accès à l'emploi et à tous les postes de responsabilité. La monarchie des Al-Khalifa privilégie systématiquement la minorité sunnite ou les habitantEs des pays voisins sunnites. Elle accuse le régime iranien de fomenter les protestations, alors que la force d'attraction de ce dernier sur les chiites locaux est extrêmement réduite. En réalité, il s'agit d'un mouvement social et démocratique, bien plus que confessionnel, soutenu par des forces politiques progressistes parmi les sunnites.

Le 10 mars, des heurts massifs ont eu lieu entre des manifestantEs et la police qui utilisait des gaz lacrymogènes. Ils faisaient suite au décès et aux funérailles de Fadhel Mirza, âgé de 22 ans, qui venait de succomber aux blessures que les forces de l'ordre lui avaient infligées le 1^{er} mars.

Le 13 mars, d'autres affrontements importants ont éclaté dans les banlieues de Manama. Puis le 15, lors du premier anniversaire de l'évacuation de la place de la Perle, de nouvelles manifestations et des heurts se sont produits à Sitra, Diraz, Malkiya, Saar, Jidhafs,

Tubli et Bilad al-Qadeem. Le 18, les obsèques d'un habitant mort après avoir inhalé du gaz toxique utilisé par la police - Jaafar Jassem Ridha, âgé de 41 ans - ont donné lieu à d'autres heurts, à al-Muqsha, au nord de la capitale.

La censure d'Internet s'est récemment renforcée. L'association Reporters sans frontières a fait passer, dans son rapport sur les censeurs du Net publié le 12 mars dernier, le Bahreïn de la catégorie « pays sous surveillance » à celui d'« ennemi d'Internet ». Les procès continuent, eux aussi. Le 5 mars, six étudiants ont ainsi été condamnés à quinze ans d'emprisonnement. Leur « crime » : avoir résisté à une attaque de nervis prorégime armés sur le campus universitaire le 13 mars 2011.

La résistance ne cesse pas : le 8 février dernier, Abdulhadi Alkhawaja, militant des droits de l'homme, condamné à l'emprisonnement à perpétuité avec six autres militants par un tribunal militaire, a commencé une grève de la faim qui le plonge aujourd'hui dans un état critique. Il y a urgence à nous solidariser avec l'insurrection au Bahreïn.

Bertold du Ryon

Licenciés pour avoir fait grève !

Sur le site d'Arcelor-Mittal Dunkerque, les salariés de la société Main-Sécurité, filiale d'Onet, qui contrôlent les entrées et sorties de l'usine, se mettent en grève après l'échec des négociations salariales, avec le soutien de la CGT. Avec un salaire net de 1 100 euros, pour un travail posté, dans des conditions précaires, avec des week-end et même des nuits, réclamer 80 euros n'est pas un luxe ! Ils organisent des barrages filtrants aux portes de l'usine.

C'est déjà l'entreprise sous-traitante qui entre en lutte sur le site : c'est trop pour Arcelor qui craint la contagion. Pression est mise sur la société pour qu'elle ne cède rien. Pour casser le moral des salariés, à quatre reprises on les invite à négocier... pour proposer zéro augmentation. Le sous-préfet les menace de leur retirer leur agrément (sans lequel ils ne peuvent plus travailler). Et pour bien faire comprendre à tous les travailleurs du site les dangers des revendications et de la lutte, Arcelor et Onet décident de licencier onze grévistes : ils sont « mis à pied à titre conservatoire », c'est-à-dire sans salaire, en attente des « entretiens préalable à licenciement ». Parallèlement, Main-Sécurité embauche neuf CDI : il s'agit bien de remplacer ceux qui ont lutté ! Ce coup bas est permis par une véritable manipulation de la direction d'Arcelor : alors que la tempête paralyse toute la région Nord, qu'il souffle un vent à décorner les bœufs, un huissier vient constater que ces salariés ne sont pas au milieu des voies d'accès pour faire leur travail, mais à l'abri dans le poste de garde, comme à chaque fois que les éléments sont démontés, et comme tous les travailleurs de l'usine.

Ces salariés menacés de licenciement se retrouvent aujourd'hui dans une situation dramatique, sans salaire, alors qu'ils ont charge de famille.

La solidarité s'organise avec le soutien de la CGT et l'appel aux responsables politiques, dont Philippe Poutou, pour empêcher ces licenciements. Car toutes les travailleurEs sont concernés : c'est ici la politique patronale qui est à l'œuvre pour augmenter les profits. Après avoir externalisé le maximum de tâches dans les usines, ils accentuent la pression sur les salariés par la précarité et la peur, pour qu'ils se contentent du strict minimum, un salaire de survie. C'est un formidable retour en arrière, les patrons agissent comme si le code du travail n'existait pas, et en particulier le droit de grève.

Correspondant Dunkerque, le 13 mars

GRÈVE DES FACTEURS DES HAUTS-DE-SEINE Après 64 jours, une défaite pour la direction

L'occupation du siège national du 9 mars et l'intervention des élus aux côtés des grévistes avait permis d'obtenir des négociations. La direction de La Poste des Hauts-de-Seine s'était engagée dans ces négociations à faire intervenir à Nanterre un cabinet d'expertise choisi par le CHSCT qui aurait la possibilité de remettre en cause les suppressions d'emplois. La direction est revenue sur ses promesses en fin de semaine dernière. La réaction ne s'est pas fait attendre : un débrayage massif à Malakoff/Vanves et surtout à Nanterre ont obligé la direction à revoir sa copie et à proposer un protocole qui a été signé lundi dernier. La Poste s'engage à respecter les préconisations du cabinet d'expertise, y compris en termes de créations d'emplois. L'intervention d'un tel cabinet crée un précédent qui va, espérons-le, peser au niveau national.

Les réorganisations des autres bureaux (Malakoff/Vanves, Montrouge, Fontenay) ne seront pas mises en place avant le 15 octobre. Un collègue en CDD de Malakoff/Vanves est titularisé sur site et un collègue qui a enchaîné huit ans de CDD a quant à lui son CDI à Fontenay, sans aucune condition et avec reprise d'ancienneté.

En cumulant la neutralisation des jours de grève obtenue dans le protocole et la caisse de grève, entre 50 et 60% des jours de grève, en fonction des bureaux, sont payés pour les



grévistes ayant fait le conflit de bout en bout. Toutes les revendications des grévistes n'ont pas été satisfaites, mais il s'agit clairement d'une défaite pour la direction qui a cherché quasiment jusqu'au dernier moment à rejeter en bloc leurs revendications.

La stratégie des grévistes a payé. Une fois que Nanterre a démarré le conflit le 16 janvier, et malgré l'envoi par la direction de treize fourgons de CRS, les postiers ont opté pour

une politique d'extension de la grève. Ils ont ainsi pu regrouper un maximum de forces et étendre le conflit.

Au moment même où le nombre de grévistes atteignait son pic, la direction a réussi à semer la zizanie en convaincant une partie des grévistes qu'il fallait négocier de manière séparée, sans les syndicats.

Malgré tout, favorisés par le contexte de discussions sur la souffrance au travail à La Poste, les postiers ont réussi dans les deux dernières semaines du conflit à regrouper un maximum de soutiens autour d'eux (élus locaux et nationaux du PS, Front de Gauche...). Il a aussi fallu frapper fort en visant directement le siège national pour ébranler la direction. Le coup de grâce a été porté quand les grévistes ont surmonté leurs divergences et exigé ensemble que la direction respecte sa parole. Au moment où le PDG de La Poste parle d'« ajustements » concernant les réorganisations, l'issue de la grève dans le 92 est un encouragement à élargir la lutte. Les grévistes du 92 ont acquis une expérience de lutte commune entre bureaux. Ils ont adopté un appel à l'ensemble de leurs collègues postiers à une réunion nationale les 2 et 3 juin pour regrouper les équipes ayant mené ou comptant mener des bagarres contre les réorganisations et pour les salaires.

Correspondant NPA92

Dans la rue contre l'État raciste et impérialiste

Samedi 17 mars à Paris, un peu plus de 2 000 personnes sont descendues ont participé à la marche anticoloniale et antiraciste organisée par le réseau Sortir du colonialisme et le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici. Cette journée de mobilisation nationale, qui a vu l'organisation de plusieurs débats, concerts, manifestations et rassemblements sur le territoire, était la conclusion de la Quinzaine anticoloniale et antiraciste. Cette année, la manif a mis le peuple syrien à l'honneur, lui laissant la tête de cortège à mi-parcours, avant de finir place de la Bastille. Alors que le régime de Bachar al-Assad continue de massacrer son peuple dans l'impunité, il était juste et nécessaire d'opérer cette convergence avec les collectifs et associations syriennes afin d'envoyer un message offensif d'unité et de soutien au peuple syrien, et à travers lui à tous les peuples en lutte pour leur autodétermination.

Kurdes, Tamouls, Palestiniens, sans-papiers, associations, collectifs, partis et syndicats participaient à cette manifestation partie de Barbès, lieu d'autant plus symbolique à la

veille du 50^e anniversaire des accords d'Évian. Dans une période qui voit se multiplier et se durcir les discours et les mesures racistes, xénophobes et islamophobes, il était important de montrer notre détermination à refuser l'impérialisme de l'État français, que ce soit dans ses anciennes colonies de la Françafrique ou dans ses colonies actuelles que sont les DOM-TOM, mais aussi sa politique intérieure qui perpétue des pratiques héritées de l'âge colonial. Car il existe un lien entre capitalisme, (néo)colonialisme, racisme et violence d'État. Les immigrés, français ou pas, en situation régulière ou pas, pour une grande part issues des anciennes colonies, sont toujours stigmatisés comme un ennemi intérieur et sont sous le coup d'une législation spécifique dont le NPA demande l'abrogation (le Ceseda). De manière concrète, ils continuent d'être surexploités, discriminés, traqués, contrôlés, voire tués, en particulier dans les quartiers populaires. Malgré une affluence assez limitée, la faible dynamique de construction à la base et le trou d'air que provoque l'échéance présidentielle, cette manifestation n'en reste pas moins

une réussite, ne serait-ce qu'au regard de la nécessité de travailler à la convergence et la construction large sur les questions anticoloniales et antiracistes. C'est pourquoi l'année 2013 verra certainement une nouvelle journée de mobilisation.

Les contradictions de la gauche sur ces questions lui imposent de se mettre en question en permanence. Les années 1960 ont montré comment toute une génération, dans un contexte certes différent, s'était radicalisée sur la question coloniale et en avait tiré des conclusions théoriques et pratiques pour les années qui suivirent (organisation des travailleurs immigrés, des sans-papiers, etc). Pour les anticapitalistes, ces questions sont parties prenantes de notre projet internationaliste et de notre travail d'unification de la classe. Il ne s'agit pas de nier les différences nationales, ethniques, religieuses, culturelles mais de combattre leur instrumentalisation pour diviser les travailleurEs et de favoriser l'auto-organisation de toutes les opprimés.

Commission antiracisme

Cadres et victimes

William Pinson est cadre commercial depuis 1995 à Lyon, dans une société familiale de matériel incendie, qu'il a fortement contribué à développer. Sa vie bascule quand le groupe Atalian, leader européen du multiservices pour les entreprises et collectivités locales rachète la petite entreprise florissante. Le groupe Atalian (1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, 25 000 salariés) rachète une flopée de petites entreprises et évidemment restructure. La nouvelle filiale constituée, Sécurité protection feu (SPF) propose à William une mutation à Lunel Viel, siège social de toute la zone Sud avec 324 salariés. Il accepte ce qu'on lui présente comme une promotion. Mais c'est pour mieux le licencier ensuite.

En effet, quelques mois après la mutation, le voilà convoqué par ses supérieurs pour une « rupture conventionnelle », qu'il refuse. Il reçoit sa lettre de licenciement pour « faute grave » car il n'a pas réalisé

les objectifs assignés, bien entendu irréalisables. William n'est pas le seul, tous les autres cadres ou directeurs de région, une dizaine, sont licenciés. Il s'agit pour SPF et le groupe Atalian de se débarrasser de cadres expérimentés mais trop coûteux. Toutes les méthodes sont utilisées : harcèlement moral, non-paiement de salaires. Beaucoup craquent, William fait une dépression, Sébastien Alibert, un autre cadre dans la même situation, est au bord du suicide... Dans un courrier de juillet 2010, l'inspection du travail constate « de grandes pressions conduisant indubitablement à une grande souffrance au travail ».

Mais ils se battent devant la justice prudhomale. Ils gagnent en référé, mais doivent faire appel à nouveau aux tribunaux pour obtenir leurs indemnités car l'entreprise fait trainer, change de nom, de siège social... William et tous les autres licenciés sont décidés à se battre jusqu'au bout pour faire valoir leurs droits.

J.C Carcenac et Claude Dubois

La question palestinienne à l'Université

Malgré les pressions et la fermeture de l'Université Paris 8-Saint-Denis, le colloque « Israël, un État d'apartheid ? », s'est maintenu les 27 et 28 février à la Bourse du travail de Saint-Denis sans aucun incident. Plus de 300 personnes sont venues assister aux tables rondes pendant les deux jours de débats. Le fait d'avoir dû déplacer ce rendez-vous à l'extérieur de la faculté a privé les étudiantEs d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et au savoir. Malgré la lettre des 500 universitaires contestant la décision de la présidence, les protestations de plusieurs départements de Paris 8 et d'un millier d'étudiants ainsi que les condamnations de l'ensemble des syndicats, le président s'est obstiné à refuser la tenue du colloque. Cette décision est grave et irresponsable. La critique d'Israël deviendrait-elle un tabou universitaire ? Une question légitime qui doit se poser après l'interdiction de conférences sur la question palestinienne à l'EHESS et à l'ENS et la fermeture de Paris 8 les 27 et 28 février et de l'IEP de Lyon le 2 mars : si ce n'est pas à l'université que l'on peut interroger et critiquer la politique d'Israël, où va-t-on les poser ? Par essence, l'université est un lieu d'échanges et de réflexions. Ceci nous amène à un fait : nous sommes aujourd'hui traités comme des immatures à qui on voudrait imposer une idéologie. Une institution publique ne défend plus ses valeurs en se soumettant à des lobbies privés et en

censurant notre propre liberté d'expression.

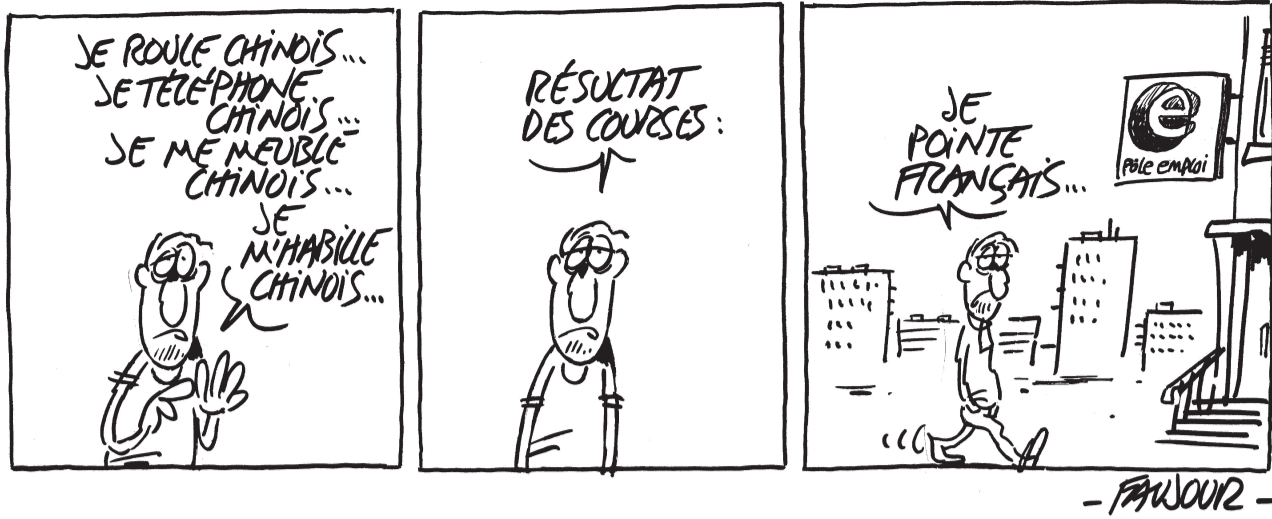
Tout au long du colloque, la pertinence du concept de l'apartheid appliqué sur le cas israélien a été interrogée, suivie d'une mise en perspective du boycott économique et académique de l'État d'Israël. Dans quelle mesure peut-on parler d'apartheid et comment la politique israélienne exerce son pouvoir ? La notion de spatioicide, évoquée lors du colloque, est un reflet de la politique colonisatrice de captation des terres palestiniennes avec pour but d'exercer un nettoyage ethnique. Autre point évoqué, la légalisation de la discrimination, y compris même en Israël, qui provoque une césure du terme de citoyenneté : l'administration civile et territoriale israélienne mais aussi celle de l'Autorité palestinienne, marque la situation de non-lieux dans l'espace du territoire palestinien.

La campagne BDS sanctionne ces différents procédés politiques précédemment énumérés et bien d'autres violations du droit par Israël. Initiée par la société civile palestinienne en 2005, le boycott est aujourd'hui un moyen de soutenir la cause palestinienne.

Nous allons, malgré la censure, continuer à organiser des projections de films mais aussi des débats comme celui intitulé « Quelle place pour la question palestinienne à l'Université ? » jeudi 29 mars à 18 heures.

Alessandra et Hélène, pour le Collectif Palestine de Paris 8

C'est le nombre de chômeurEs de catégorie A supplémentaires de janvier à février, selon le ministère du Travail. Une hausse « modeste » selon le gouvernement, qui encourage Sarkozy à déjà s'imaginer que la crise est derrière nous. Outre que ce chiffre est impossible à vérifier car les enquêteurs de l'Insee sont en grève depuis quatre mois, le président en est réduit à se féliciter quand il augmente moins que d'habitude...



Grève au siège de Volkswagen France.

Dans la tranquille petite ville de Villers-Cotterêts (Aisne), toute l'activité est centrée autour du site de Volkswagen (VGF) où sont préparés tous les véhicules du groupe pour la France. C'est là aussi que travaillent des salariés du sous-traitant T-Systems France, assurant la relation clients et concessionnaires. Or ces salariés, à la suite d'un changement de contrat, vont être transférés en majorité chez un spécialiste du centre d'appel, b2s, de triste réputation, et pour quelques-uns chez Dekra. Inquiets de leurs futures conditions de travail et de la pérennité des emplois sur place, ils se sont mis en grève le jeudi 15 mars, pour obtenir des garanties et une indemnité. Après quatre jours de grève, y compris des CDD, et le blocage total de leur activité, ils ont obtenu 4000 euros brut ainsi qu'une augmentation de 50 euros.

Quatre journées intenses au cours desquelles ils ont dû affronter à la fois leur direction, celle de leur repeneur et celle très offensive de VGF ; celle-ci pesait de tout son poids pour ne pas créer un précédent alors qu'elle emploie plus de la moitié de son personnel sur site par le biais de prestataires. Il faut bien que les 15,4 milliards de bénéfice du groupe l'an passé viennent de quelque part... Mais il n'est pas impossible que les salariés de VGF, qui ont massivement exprimé leur solidarité, tirent d'utiles leçons de ce mouvement ; alors que

leurs collègues allemands ont reçu une prime exceptionnelle de 7500 euros, eux n'ont eu droit qu'à 800 euros. À suivre, donc.

Renault : les salaires restent en panne, la mobilisation doit se poursuivre.

Un millier de salariéEs des différentes usines du groupe se sont retrouvés jeudi 22 mars devant le siège de Boulogne-Billancourt. À l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE) au cours duquel la direction présentait son bilan « social », tous voulaient rappeler le décalage entre les ventes et bénéfices records du groupe et le blocage des salaires. En 2011, l'entreprise a fait plus de 2 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de plus de 43 %, et la direction propose autour de 2 % d'augmentation de salaire en moyenne pour les salariéEs, mais plus de 10 % pour les dix plus hauts salaires ! Malgré tout, la mobilisation reste inégale. Si l'usine de Cléon, le CTR de Lardy et le Technocentre de Guyancourt sont assez bien représentés, l'extension de la mobilisation reste difficile. Pourtant c'est bien la première fois depuis longtemps que toutes les usines, tous les sites sont rassemblés. En effet, si les augmentations données aux ouvriers et techniciens sont ridicules, pour les ingénieurs et cadres, réduits aux seules augmentations individuelles, la situation s'est aussi détériorée avec la réduction des primes de performance et la réduction générale des enveloppes pour

promotions individuelles. Les discussions vont devoir reprendre dans tous les sites pour convaincre les collègues et trouver les forces d'étendre la mobilisation.

Sur TF1, paroles de candidat = ni NPA ni M-real !

Louviers a été choisie par TF1 et la Sofres comme ville représentative du pays pour ses soirées électorales et l'émission Paroles de candidats. Celle-ci est censée permettre le dialogue direct avec des citoyens. Soyons fous, on aurait pu s'attendre à ce qu'une place soit faite au NPA, qui a un conseiller municipal (sur 33) avec 10,41 % des voix (la majorité PRG-ÉELV avec 36,94 % au premier tour en a 24...). Mais pas question de donner la parole à n'importe qui ! Ainsi Thierry Philippon, animateur de la lutte des M-real, d'abord invité, a appris par téléphone que son appartenance au NPA interdisait sa présence sur le plateau. La rédaction lui a préféré un autre syndicaliste CGT sans appartenance politique... qui a finalement été lui aussi « recalé ». Il semble bien qu'à TF1, on conçoive le dialogue bien encadré avec une muselière.

Vocabulaire nauséabond.

La mère de Mohamed Merah doit-elle se faire ligaturer les trompes ? On a vu, jeudi 22 mars à Strasbourg, Nicolas Le Pen, comme l'appelle le *Wall Street Journal*, faire la une de quelque nouveau *Détective*, comme rédacteur en chef, s'entend, rectifiant la manchette : « Ce n'est pas l'œuvre d'un fou, mais d'un "Monstre" ». Capitales, corps 72, et gras, c'est bien le minimum. Et Mélenchon, homme de culture plus ancienne, d'y ajouter à

Bobigny son épithète : « Dégénéré », qui sent bien sa III^e République, celle-là qui, outre son Ferry-Tonkin, restera dans l'histoire pour avoir inventé « l'hérédosyphilis ». Aussi bien sautons la VI^e République, et Vive la VII^e !, où l'on ne rincera plus à vie des gens pour leur verbe, où l'on limogera nos coqs gaulois à la première mauvaise haleine.

Arcelor Florange, briser l'isolement.

La place de la mairie de Florange est rouge de drapeaux CGT, CFDT, FO, ce jeudi 22 mars. Venus de Dunkerque, de Fos, de Saint-Chély d'Apcher, du Luxembourg, de Belgique et surtout de tout l'est de la France, près de 2000 manifestantEs se sont regroupés à partir de 11 heures autour des buvettes syndicales. Plusieurs maires et éluEs de la région, délégations du Front de Gauche et du NPA se mêlent aux salariéEs de la sidérurgie et de quelques entreprises de la région : hôpitaux, SNCF, PSA. Dans ce rassemblement de militantEs, les discussions vont bon train sur les perspectives, l'unité dans les luttes et dans les urnes... Après les prises de paroles des différents syndicats de tous les sites présents, la manifestation se dirige vers les « Grands bureaux », siège de site de Florange. Le cortège est à la fois coloré et militant mais peu de slogans, peu de mots d'ordre. On ressent des hésitations et un certain abandon par les structures syndicales nationales. À proximité des

bureaux, ces interrogations se concrétisent par l'effacement de la CFDT. La CGT marque sa combativité en pénétrant dans la cour, mais les manifestantEs sont immédiatement arrêtés par plusieurs cordons de garde-mobiles. L'idée d'une marche vers Paris contre les licenciements et les fermetures de sites est avancée. Demeurer le cauchemar du gouvernement jusqu'aux élections demandera encore de l'imagination et des perspectives. Il faut rompre l'isolement, prendre contact avec les salariéEs et structures syndicales en lutte. Pour ne rien lâcher, il faudra être touTEs ensemble.

Liberté de circulation pour Salah Hamouri !

À peine libéré, Salah Hamouri est de nouveau entravé par les autorités israéliennes. En effet, celles-ci lui interdisent de circuler librement, notamment pour se rendre en France. C'est une atteinte supplémentaire aux droits fondamentaux du Franco-Palestinien qui a déjà passé sept ans dans les prisons israéliennes pour des accusations de complicité de meurtre qui n'ont jamais été prouvées. Après avoir été contraint par chantage de plaider coupable, purgé sa peine, subi une campagne de haine et de dénigrement après sa libération, Salah est désormais empêché de retrouver les siens en France, preuve de l'acharnement des autorités israéliennes contre quiconque condamne sa politique d'apartheid.

SOLIDAIRES

Manif contre l'austérité



Paris, le 24 mars. Pas de trêve électorale : la manifestation nationale pour l'emploi initiée par l'Union syndicale Solidaires, non suivie par l'intersyndicale, a réuni plus de 6000 manifestantEs dans la capitale. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DREAN)

NO COMMENT

Je rappelle que deux de nos soldats étaient... comment dire... musulmans, en tout cas d'apparence, puisque l'un était catholique, mais d'apparence, comme l'on dit la diversité visible, et ça serait particulièrement odieux cet amalgame parce que deux Français musulmans ont été assassinés parce que soldats par Merah.

NICOLAS SARKOZY, LE 26 MARS À FRANCE INFO

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

